

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 806

24 mars 2015

SOMMAIRE

Aaxxes S.A.	38644	Petronilla Investments S.A.	38642
Agorà SA	38643	Pfaudler International S.à r.l.	38669
Ambercraft Investments S.à r.l.	38650	P.F.P. International S.A.	38642
Ambra Europe S.A.	38646	Photona S.A.	38649
Arena Invest S.à r.l.	38650	Pilar S.A.-SPF	38649
Atlantic Management S.A.	38650	Preston Luxembourg 2 S.à r.l.	38666
Bonatout Investment Group S.A.	38645	Pub Freehold Acquisitions 2 S.à r.l.	38644
Callisto S.A.	38650	Rema One S.à r.l.	38651
Clemi SA	38644	Santo Spirito	38643
Jones Lang LaSalle S.à r.l.	38647	Séminaire Investissement S.A.	38642
Kydee S.A.	38647	Silver II GP S.à r.l.	38648
LeverageSource VI S. à r.l.	38647	Société Holding Partman SPF S.A.	38645
Levia Holding S.A.	38645	Sogerco S.à r.l.	38642
Links Bidco S.à r.l. Propco 11	38648	Spotify Technology S.A.	38663
Lux2B Property S.à r.l.	38646	Stonegate Pub Company Group S.à r.l. ..	38669
LuxCo 41 S.à r.l.	38648	Talisman International Holdings B.V. S.C.S.	38645
Oberkorn Stuff S. à r.l.	38643	Toles et Profils	38681
OCM Luxembourg Desert Sky Holdings S.à r.l.	38644	U.A.I. (Luxembourg) III S.à r.l.	38646
OCM Luxembourg EDF S.à r.l.	38643	Vectis IP S.A.	38672
Parest S.A.	38653	VEDF (Luxembourg) P3 S.à r.l.	38657
Parest S.à r.l. SPF	38653	Venn Capital S.à r.l.	38649

Petronilla Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 116.255.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 11 février 2015

Le Conseil d'administration décide de nommer Luxembourg International Consulting S.A. «Interconsult» avec siège social au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg (RCS Luxembourg B40312) comme dépositaire des actions au porteur de la Société.

Luxembourg, le 11 FEV. 2015.

Signatures.

Référence de publication: 2015026189/12.

(150029915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

P.F.P. International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 151.268.

—
Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu le 13 février 2015:

Le conseil d'Administration prend la décision de nommer la société L.M.C. GROUP S.A., dont le siège social est au 8, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, B-73897 comme dépositaire des titres au porteur de la société.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Pour P.F.P. INTERNATIONALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2015026164/13.

(150029830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Soggerco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8295 Keispelt, 80A, rue de Kehlen.
R.C.S. Luxembourg B 179.995.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015026284/14.

(150029408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Séminaire Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4873 Lamadelaine, 16, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 65.937.

—
Extrait des décisions prises par le conseil d'administration de la société en date du 06 février 2015

1^{ère} Résolution:

Le Conseil d'Administration décide de nommer la Société A3T S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 44, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg en qualité de dépositaire professionnel de la Société au sens de la loi du 28 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Pour SEMINAIRE INVESTISSEMENT S.A.

Référence de publication: 2015026268/15.

(150029875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Oberkorn Stuff S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6498 Lasauvage, 81, place de Saintignon.
R.C.S. Luxembourg B 172.091.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Lasauvage, le 12 février 2015.
OBERKORN STUFF S.A R.L.
L-6498 LASAUVAGE

Référence de publication: 2015026153/12.

(150029404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

OCM Luxembourg EDF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 181.034.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 12 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren et M. Martin David Graham avec effet du 31 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg EDF Sàrl
Référence de publication: 2015026156/13.
(150029644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Agorà SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 187.991.

EXTRAIT

En date du 13 février 2015, l'actionnaire a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Jan Vanhoutte en tant qu'administrateur est acceptée avec effet immédiat;
- Kaliroi Thouas, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de 2021;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026396/14.

(150030199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Santo Spirito, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 52.450.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 30 janvier 2015

1. Mme Virginie GUILLAUME a démissionné de son mandat de gérante.
2. M. David SANA, administrateur de sociétés, né à Forbach (France), le 10 avril 1974, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *SANTO SPIRITO*

Un mandataire

Référence de publication: 2015026262/15.

(150029613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

OCM Luxembourg Desert Sky Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 181.045.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 12 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren et M. Martin Graham avec effet du 31 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg Desert Sky Holdings Sàrl

Référence de publication: 2015026155/12.

(150029659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Pub Freehold Acquisitions 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 184.592.

—
Suite aux modification d'adresse de gérant de la Société, il y a lieu de modifier les données les concernant comme suit:

- Gary May, gérant de classe A, a dorénavant son adresse professionnelle au 20, Bentinck street, GB - W1U 2EU Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026180/13.

(150029749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Clemi SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 41.303.

—
Extrait des délibérations du conseil d'administration en date du 5 février 2015 à Luxembourg ville

Après délibération, le Conseil d'Administration décide:

- de désigner le Cabinet d'avocats GODFREY-HIGUET, sis à Luxembourg, 8 rue Heine L-1720 Luxembourg, en qualité de dépositaire des titres au porteur émis par la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015026529/14.

(150030710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Aaxxes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 125.297.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement commercial VI n°159/15 du 5 février 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme AAXXES S.A.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour extrait conforme

Laurent Bizzotto

Le liquidateur

Référence de publication: 2015026411/15.

(150030478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Société Holding Partman SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 107.743.

—
Extrait de la résolution prise par l'administrateur unique en date du 12 février 2015

Il est décidé de transférer le siège social de la société du 98, boulevard de la Petrusse, L-2320 Luxembourg au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015026281/12.

(150029967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Levia Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 92.671.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 12 février 2015

En accord avec la loi du 28 juillet 2014, le conseil d'administration a décidé de nommer comme dépositaire des actions au porteur de la société

UHY Fibetrust S.à.r.l., 38, boulevard Napoléon I^{er}, L-2210 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Levia Holding S.A.

Référence de publication: 2015026059/13.

(150029496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Bonatout Investment Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 178.161.

—
Extrait des décisions prises par le conseil d'administration en date du 21 août 2014

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 10 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Bonatout Investment Group S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015026463/14.

(150030482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Talisman International Holdings B.V. S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: USD 2.400.000,00.

Siège social: L-1547 Luxembourg, 3, rue Marcel Fischbach.
R.C.S. Luxembourg B 170.500.

—
En vertu d'une acte notarié en date du 27 août 2014 prononçant la scission de Talisman International Holding B.V. auprès du notaire Rudolf van Bork, exerçant à Amsterdam, quatre (4) parts sociales de la Société ayant chacun une valeur nominale de deux cents quarante mille Dollars (USD 240.000) ont été transférées à Talisman Global Holdings B.V., une société soumise au droit aux Pays Bas, ayant son siège social au 3159 Strawinskyiaan, 1077 ZX Amsterdam, Pays-Bas et enregistrée auprès du Registre des Commerces Néerlandaise sous le numéro 61348341.

Suite à cette scission, Talisman Global Holdings B.V. est désormais l'unique associé commandité de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026307/15.

(150029589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

U.A.I. (Luxembourg) III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 105.944.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 30 janvier 2015

1. Madame Linda HOHN a démissionné de son mandat de gérante.

2. Monsieur Stephen Warren RIES, administrateur de sociétés, né le 29 mars 1980 à Allentown, Pennsylvanie (USA), demeurant professionnellement à 3, Bala Plaza East, suite 300, Pennsylvanie, 19004 Bala Cynwyd (USA), a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 12.2.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour U.A.I. (Luxembourg) III S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015026335/16.

(150029326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Ambra Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 109.416.

—
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 10 février 2015 que

CF Corporate Services

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 165872

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société AMBRA EUROPE S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026429/17.

(150030914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Lux2B Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 932.519,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 128.529.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 30 janvier 2015

1. Mme Katia CAMBON a démissionné de son mandat de gérante de catégorie B.

2. Mlle Virginie GUILLAUME a démissionné de son mandat de gérante de catégorie B.

3. M. Julien NAZEYROLLAS, administrateur de sociétés, né à Nancy (France), le 19 décembre 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

4. Mme Mariateresa BATTAGLIA, administrateur de sociétés, née à Cropani (Italie), le 1^{er} janvier 1963, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Lux2B Property S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015026768/21.

(150030753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Jones Lang LaSalle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 11.175.650,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 41, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 88.697.

—
Jones Lang Lasalle Group Holdings S.N.C., société en nom collectif de droit français, ayant son siège social au F-75008 Paris, 40-42, rue de la Boétie, immatriculée auprès du RSCF sous le numéro 501076327, détenant 447.026 parts sociales de 25 euros chacune représentant l'intégralité du capital social de la Société, (l'«Associé Unique»), a nommé le 5 février 2015 Monsieur Luc DE BRUYN, né le 12 octobre 1963 à Duffel (Belgique), gérant de sociétés, demeurant au Riemstraat 22 bus 41, 2000 Anvers, Belgique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026732/14.

(150030222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

LeverageSource VI S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.094.

—
Par résolutions prises en date du 31 janvier 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Philippe Salpetier, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant B, avec effet au 31 décembre 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Michael Kidd, avec adresse professionnelle au 44, avenue John Fitzgerald Kennedy, L-1855 Luxembourg de son mandat de gérant B, avec effet au 31 décembre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026746/15.

(150030900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Kydee S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 152.735.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires réunie au Luxembourg, le 3 février 2015 à 14:00 heures.

Première résolution

Acceptation de la démission du Commissaire aux Comptes:

COMMISSAIRE AUX COMPTES S.A., R.C.S. Luxembourg B 131410 ayant pour adresse professionnelle 44, rue Pasteur à L-4276 Esch-sur-Alzette.

Deuxième résolution

Nomination en remplacement du Commissaire aux Comptes AUDITSERV SARL., R.C.S. Luxembourg B0106384, 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg.

Le mandat du nouveau Commissaire aux Comptes prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de l'an 2018.

Troisième résolution

Décision de transférer le siège social de la société L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er} au L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015026744/25.

(150030528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Links Bidco S.à r.l. Propco 11, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 175.460.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 12 février 2015:

- Est nommé gérant de la société pour une période indéterminée Mons. Graeme Jenkins, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire Mons. Eric-Jan van de Laar, avec effet au 10 février 2015.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015026751/15.

(150030346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Silver II GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 173.221.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions des associés de la Société en date du 5 février 2015 que les associés ont pris acte de:

- la démission du conseil de gérance de la Société de Madame Erica Kathleen Herberg en tant que gérant de classe A avec effet au 5 février 2015;

- la nomination de Monsieur Andrew John Howlett-Bolton, né le 16 avril 1980 à Reading, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, avec effet au 5 février 2015 et pour une durée illimitée en tant que gérant de classe A du conseil de gérance de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015026954/19.

(150030739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

LuxCo 41 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 130.925.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Le 22 décembre 2014, les actionnaires de la Société ont décidé de prononcer la clôture de la liquidation de la Société. Les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante:

46A, Avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Pour la Société

Fides (Luxembourg) S.A.

Signatures

Liquidateur

Référence de publication: 2015026766/20.

(150030992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Pilar S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 174.170.

—
Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 11 février 2015

Première résolution

Afin de se conformer aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, le Conseil d'Administration décide de nommer HRT Fidalux S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous le numéro B 41178 en qualité de dépositaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PILAR S.A.-SPF

Référence de publication: 2015026909/15.

(150030850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Photona S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 131.201.

—
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 11 février 2015 que RAMLUX S.A.

9b, bd Prince Henri

L-1724 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 53438

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société PHOTONA S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015026907/17.

(150031019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Venn Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 176.627.

—
Extrait de l'assemblée générale de l'actionnaire unique du 15 janvier 2015

Il est porté à la connaissance des tiers que Mme Hanna DUER, née le 7 mai 1966 au Danemark, avec adresse professionnelle au 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg a été nommée en tant que gérant de catégorie B et ce avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Ainsi le nouveau conseil de gérance de la Société est le suivant:

- Mr. Eystein ERIKSRUD, gérant de catégorie A;
- Mr. Simon CG STEVENS, gérant de catégorie A;
- Mr. Jorgen WESTAD, gérant de catégorie A;
- Mme Hanna DUER, gérant de catégorie B;
- Mr. Matthijs BOGERS, gérant de catégorie B;
- Mr. Stéphane HEPINEUZE, gérant de catégorie B et
- Mr. Julien FRANCOIS, gérant de catégorie B.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015027074/22.

(150030985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Ambercraft Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 165.680.

En application des dispositions de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation de société, je vous informe en ma qualité de domiciliataire de la société AMBERCRAFT INVESTMENT SARL dénoncer le siège social de cette dernière avec effet immédiat.

Le siège social de la société ne sera donc plus le 03 avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg à compter du 16 février 2015.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Bertrand COHEN-SABBAN.

Référence de publication: 2015026428/12.

(150030545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Atlantic Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 123.109.

Extrait du Procès-verbal du conseil d'administration tenu le 18 novembre 2014

1. Le conseil d'administration décide de nommer comme dépositaire des titres au porteur la société Jawer Luxembourg immatriculé au Registre de Commerce sous le numéro B118 437 et ayant son siège au 241, route de Longwy L-1941 Luxembourg, conformément à l'article 2 de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026445/13.

(150030694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Callisto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 93.740.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la société Callisto S.A.

Lors de sa réunion du 11 février 2015, le conseil d'administration a pris la décision suivante:

- Me Lex THIELEN, avocat à la Cour, né le 21 juillet 1962 à Luxembourg, domicilié professionnellement à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, est nommé comme dépositaire des actions au porteur de la société, conformément à l'article 2 de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015026509/14.

(150030356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Arena Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 156.722.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique le 30 janvier 2015

- Monsieur José Ignacio BULNES LEON, né le 15 Avril 1980 à Santiago (Chili), et résidant professionnellement à Apoquindi 4001, 14^{ème} Etage, Las Condes, Santiago, Chile est nommé Gérant de catégorie A supplémentaire et ce pour une durée indéterminée.

- Madame Betty PRUDHOMME, née le 30 Janvier 1960 à Arlon (Belgique), et résidant professionnellement au 412F route d'Esch, L - 2086 Luxembourg, est nommée Gérante de catégorie B supplémentaire et ce pour une durée indéterminée

Référence de publication: 2015026408/15.

(150030141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Rema One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 123.463.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of December,
before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Carlos MALLO, residing professionally at 10, Plaza del Marques de Salamanca, 28006 Madrid, Spain, (the "Shareholder"),

hereby represented by Maître Catherine Kremer, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 22 December 2014.

The said proxy shall be annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Rema One S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of thirty-eight thousand seven hundred euro (EUR 38,700.-), with registered office at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed of 28 December 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 372 of 14 March 2007 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 123463 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To approve the redemption of twelve (12) class E shares of the Company with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

2 To reduce the corporate capital of the Company by an amount of three hundred euro (EUR 300.-) so as to reduce it from its current amount of thirty-eight thousand seven hundred euro (EUR 38,700.-) to thirty-eight thousand four hundred euro (EUR 38,400.-) by cancellation of twelve (12) class E shares of the Company with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each so redeemed.

3 To amend the first paragraph of article 5 of the Company's articles of association to reflect the capital decrease.

4 To confer all and any powers to the Company's manager to implement the above resolutions.

5 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to approve the redemption of twelve (12) class E shares of the Company with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, which shall therefore be effective immediately.

Second resolution

The Shareholder resolved to reduce the corporate capital of the Company by an amount of three hundred euro (EUR 300.-) so as to reduce it from its current amount of thirty-eight thousand seven hundred euro (EUR 38,700.-) to thirty-eight thousand four hundred euro (EUR 38,400.-) by cancellation of twelve (12) class E shares of the Company with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each so redeemed.

Third resolution

The Shareholder resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

"The issued capital of the Company is set at thirty-eight thousand four hundred euro (EUR 38,400.-) represented by one thousand five hundred (1,500) class A shares, twelve (12) class B shares, twelve (12) class C shares and twelve (12) class D shares. Each issued share has a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) and is fully paid up."

Fourth resolution

The Shareholder resolved to confer all and any powers to the Company's manager to implement the above resolutions.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand five hundred euro (EUR 2,500).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-troisième jour du mois de décembre,
par-devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,
a comparu:

Carlos MALLO, résidant professionnellement au 10, Plaza del Marques de Salamanca, 28006 Madrid, Espagne, (l'«Associé»),

représenté aux fins des présentes par Maître Catherine Kremer, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le décembre 2014.

La précitée procuration restera annexée aux présentes.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de Rema One S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de trente-huit mille sept cents euros (EUR 38.700,-), dont le siège social est au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte en date du 28 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 372 du 14 mars 2007 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123463 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Rachat de douze (12) parts sociales de catégorie E de la Société d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

2 Réduction du capital social de la Société d'un montant de trois cents euros (EUR 300,-) afin de le réduire de son montant actuel de trente-huit mille sept cents euros (EUR 38.700,-) à trente-huit mille quatre cents euros (EUR 38.400,-) par annulation de douze (12) parts sociales de catégorie E de la Société, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune ainsi rachetée.

3 Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter la réduction de capital.

4 Délégation de tous pouvoirs au gérant de la société pour la mise en oeuvre des résolutions ci-dessus.

5 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé de racheter douze (12) parts sociales de catégorie E de la Société d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, ce rachat prenant effet immédiatement.

Deuxième résolution

L'Associé a décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de trois cents euros (EUR 300,-) afin de le réduire de son montant actuel de trente-huit mille sept cents euros (EUR 38.700,-) à trente-huit mille quatre cents euros (EUR 38.400,-) par annulation immédiate de douze (12) parts sociales de catégorie E de la Société, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune ainsi rachetée.

Troisième résolution

L'Associé a décidé de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

«Le capital émis de la Société est fixé à trente-huit mille quatre cents euros (EUR 38.400,-) représenté par mille cinq cents (1.500) parts sociales de catégorie A, douze (12) parts sociales de catégorie B, douze (12) parts sociales de catégorie C et douze (12) parts sociales de catégorie D. Chaque part sociale a une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) et est entièrement libérée.»

Quatrième résolution

L'Associé a décidé de donner tous pouvoirs au gérant de la Société pour la mise en oeuvre des résolutions ci-dessus.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à deux mille cinq cents euros (EUR 2.500).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: C. Kremer, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 6 janvier 2015. GAC/2015/159. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026924/121.

(150030973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**Parest S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial,
(anc. Parest S.A.).**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 140.172.

L'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de février;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

Se réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, (l'"Assemblée"), de la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "PAREST S.A.", établie et ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 140172, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 27 juin 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1917 du 5 août 2008,

et dont les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Yvon HELL, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg 16a, avenue de la Liberté.

Le Président désigne comme secrétaire et l'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Nathalie OLLAGNIER, employée privée, demeurant professionnellement L-1930 Luxembourg 16a, avenue de la Liberté.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de la forme juridique de la société, pour la transformer de société anonyme (S.A.) en société à responsabilité limitée (S.à r.l.), avec effet rétroactif au 31 décembre 2014;

2. Transformation de la société en société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), avec effet rétroactif au 31 décembre 2014;

3. Changement de la dénomination sociale en "PAREST S.à r.l. SPF";

4. Modification de l'objet social et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme suivante:

"L'objet de la Société est exclusivement l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la Loi SPF relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

(i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et

(ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de ces sociétés.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes."

5. Acceptation de la démission des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, avec décharge;

6. Refonte complète des Statuts afin de les adapter à la nouvelle forme juridique de la Société sans modification de ses caractéristiques essentielles;

7. Nomination d'un ou plusieurs gérants de la Société, détermination de la durée de son (ses) mandat(s) et du pouvoir de signature de la gérance;

8. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des associés représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de changer, avec effet rétroactif au 31 décembre 2014, la forme juridique de la Société, pour la transformer de société anonyme (S.A.) en société à responsabilité limitée (S.à r.l.) et de procéder à une refonte complète des Statuts, afin de les adapter à la nouvelle forme de la Société.

Cette modification n'aura aucun impact sur la continuité de la personnalité juridique de la Société.

Le capital social et les réserves demeureront intacts ainsi que tous les éléments de l'actif et du passif, les amortissements, les plus-values et les moins-values.

La société à responsabilité limitée continuera les écritures et la comptabilité tenues par la société anonyme.

Par conséquent, les six cents (600) actions actuelles sont remplacées par six cents (600) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

Chaque associé recevra une "parts sociales S.à r.l." en échange d'une "action S.A."

Dans le cadre de la transformation de la forme juridique, il est justifié au notaire instrumentant par un bilan intérimaire établi au 31 décembre 2014 et par une attestation émise en date du 30 janvier 2015 par le conseil d'administration de la Société, que l'actif net de la Société n'est pas inférieur au capital social minimum applicable pour une société à responsabilité limitée, soit un montant de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR).

Lesdits bilan et attestation, après avoir été signés "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être enregistrés avec celui-ci.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide, avec effet rétroactif au 31 décembre 2014:

- de transformer la Société en société de gestion de patrimoine familial ("SPF");
- de changer la dénomination de la Société en "PAREST S.à r.l. SPF";
- de modifier l'objet social et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme reproduite ci-avant sous le point 4 de l'ordre du jour;
- d'accepter la démission des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes et de leur donner décharge pleine et entière pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour; et
- de procéder à une refonte totale des Statuts afin de refléter les résolutions prises ci-avant et pour les adapter à la nouvelle forme juridique de la Société, leur donnant la teneur suivante:

Titre I^{er} . Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée dénommée "PAREST S.à r.l. SPF", (la "Société"), qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial au sens des dispositions de la loi modifiée du 11 mai 2007 concernant la création d'une société de gestion de patrimoine familial (la "Loi SPF"), régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. L'objet de la Société est exclusivement l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la Loi SPF relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

- (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et
- (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de ces sociétés.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à soixante mille euros (60.000,- EUR), représenté par six cents (600) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune, intégralement libérées.

Les parts sociales sont détenues par les investisseurs plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Les titres émis par une SPF ne peuvent faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeur.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Sous réserve que le cessionnaire remplisse les conditions de l'article 3 de la Loi SPF définissant l'investisseur éligible, les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Sous réserve que le cessionnaire remplisse les conditions de l'article 3 de la Loi SPF définissant l'investisseur éligible, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi et sous réserve que le cessionnaire remplisse les conditions de l'article 3 de la Loi SPF définissant l'investisseur éligible.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi Sociétés où il pourra être consulté par chaque associé.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. Administration et gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'/aux associé(s) en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

La gérance est autorisée à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. la gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 concernant la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), telle qu'amendée, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Troisième résolution

L'Assemblée constate que les six cents (600) parts sociales sont détenues comme suit:

1) Monsieur Ali HEDDOUN, gérant de société, né à Erfoud-Centre (Maroc), le 23 décembre 1942, demeurant à 28820 Mohammedia, 656, avenue de Dakar, la colline d'Anfa (Maroc), quatre cent quatre-vingts parts sociales,	480
2) Madame Danièle FOURNIER, gérante de société, née à Le Dorat (France), le 20 septembre 1941, demeurant à 28820 Mohammedia, 656, avenue de Dakar, la colline d'Anfa (Maroc), cent vingt parts sociales,	120

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de fixer le nombre des gérants à deux (2) et de nommer, pour une durée indéterminée, comme gérants:

- Monsieur Ali HEDDOUN, gérant de société, né à Erfoud-Centre (Maroc), le 23 décembre 1942, demeurant à 28820 Mohammedia, 656, avenue de Dakar, la colline d'Anfa (Maroc); et
- Madame Safia HEDDOUN, gérante de société, née à Rabat (Maroc), le 22 novembre 1967, demeurant à 28820 Mohammedia, 656, avenue de Dakar, la colline d'Anfa (Maroc).

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de fixer le pouvoir de signature de la gérance comme suit:

“La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle de chaque gérant.”

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille quatre cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Y. HELL, N. OLLAGNIER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 10 février 2015. 2LAC/2015/2945. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026902/220.

(150030324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

VEDF (Luxembourg) P3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 180.741.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of December.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

VEDF (Luxembourg) Holding S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 179.760,

here represented by Mrs Alexandra Fuentes, private employee, with professional address in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

I. The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

II. Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing person, represented as mentioned above, is the sole shareholder of the private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) established and existing under the laws of Luxembourg under the name of “VEDF (Luxembourg) P3 S.à r.l.” with registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 180.741 (the Company), incorporated by a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, of September 13, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2893, dated November 18, 2013 and whose bylaws have not been amended since then.

- The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred (100) shares with a nominal value of one hundred and twenty-five euro (EUR 125) each.

III. The appearing party has requested the undersigned notary to enact the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to amend article 8.1. of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law of the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object. Notwithstanding any other provision of the LLP s' Arrangement, no Reserved Matter may be approved by the single manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, without the prior approval of the Shareholders unless the Shareholders have already instructed the single manager or the board of managers, as the case may be, in this respect.”

Second resolution

The sole shareholder resolves to renumber current articles 14, 15, 16 and 17 of the articles of association of the Company respectively into articles 15, 16, 17 and 18 of the articles of association of the Company.

Third resolution

The sole shareholder resolves to add a new article 14 to the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 14. Reserved Matters.

14.1. The board of managers shall seek to obtain the prior written consent of the Shareholders as set forth herebelow (the Shareholders' Consent) in respect of any of the matters set forth in article 14.3. of these Articles (the Reserved Matters).

14.2. If an action or decision requires the Shareholders' Consent, the board of managers shall notify the Shareholders and seek the relevant consent of the Shareholders as soon as practicable.

14.3. The Reserved Matters are as follows:

(a) the acquisition of any Investment (including any follow on Investment) and (other than as contemplated in the annual business plan of the LLP) the disposal of any Investment;

(b) capital expenditure in relation to any Investments outside of the Operating Budget for such Investment and other capital expenditures outside the business plan and operating budget of the LLP;

(c) entering into, varying or terminating third party contracts affecting the business plan or operating budget of the LLP by more than 20% of the annual agreed expenditure in respect of any single asset (including any credit agreement or other agreement whereby the Company borrows money, mortgages or pledges any portion of its respective assets, or provides a guarantee or security with respect to any such obligation, including any cross collateralisation between different Intermediate Vehicles);

(d) any tax or legal decision or action (or failure to act) that would have an adverse effect on the affairs of the LLP or an adverse effect on one Investor Member that is disproportionate to the effect on the other Investor Members

(e) any transaction, agreement or matter involving the Company on the one hand and any Member or any Member's Affiliate or any employees, officers, directors, members, shareholders or partners of such Member or such Member's Affiliates or their respective close family members on the other hand;

(f) any change to the terms of the respective engagements of the independent auditor or the independent valuer of the Company;

(g) except as otherwise permitted under the LLP s' Arrangement, the creation, assumption, guarantee, refinancing or prepayment of any indebtedness or liability or the granting of an encumbrance over the Company, or their respective assets in connection with, indebtedness or liability;

(h) the entry by the Company into any lease, contract, memorandum or other agreement for the licence, lease, sale or purchase of land or real property which do not meet or exceed the financial forecast provided for in the approved business plan or budget of the LLP;

(i) any material decisions relating to monitoring of Investments which would: (i) require an investment or commitment or cause the LLP to incur a liability or loss of an amount equal to £50,000 or more, to the extent not provided for in the annual business plan or operating budget of the LLP, or (ii) affect the annual business plan or operating budget of the LLP by more than 20% of the annual agreed expenditure in respect of any single asset, or (iii) cause the net asset value of any single asset in the portfolio to decrease by 5% or more;

(j) any other material decision not specifically agreed in the business plan or operating budget of the LLP which would: (i) require an investment or commitment or cause the LLP to incur a liability or loss of an amount equal to £50,000 or more, or (ii) affect the annual business plan or operating budget of the LLP by more than 20% of the annual agreed expenditure in respect of any single asset, or (iii) cause the net asset value of any single asset in the portfolio to decrease by 5% or more.

14.4 The Shareholders shall resolve on any action or decision referred to it in accordance with article 14.3. of these Articles within ten (10) Business Days of receipt of notice from the board of managers and such resolution shall become effective immediately upon the required level of consent having been obtained.

14.5. Shareholders' Consent may be provided by the Shareholders in form of an additional original copy of the relevant:

- (a) minutes of a general meeting of shareholders; or
 (b) written circular resolutions (taken in accordance with article 13.1 of these Articles),
 provided that, in each case, the Shareholders whose consent is required by any LLP s' Arrangement effectively consent to the relevant action or decision."

Fourth resolution

The sole shareholder resolves to amend article 15.1. of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

" **15.1.** The accounting year of the Company shall begin on 1 January of each year and end on 31 December."

Fifth resolution

The sole shareholder resolves to add a new article 19. to the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

Art. 19. Definitions.

Affiliate	of a person means a person that, directly or indirectly, through one or more intermediaries, Controls, is Controlled by, or is under common Control with, the first person;
Business Days	means any day other than (i) a Saturday or Sunday or (ii) a day on which banking institutions in Luxembourg [or the United Kingdom] are authorized or obligated by law or executive order to be closed;
Control	(including the terms "controlled by" and "under common control with") means the possession, directly or indirectly, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities, by contract or credit arrangement, as trustee or executor, or otherwise;
Intermediate Vehicle	means any vehicle established as a conduit for investment in a real estate asset by the LLP (whether alone or with other persons);
Investment	means an investment in or in respect of a real estate asset acquired or proposed to be acquired by or for the account of the LLP, whether made directly or through one or more Intermediate Vehicles and howsoever constituted or represented;
Investment Advisor	means Valad Investment Management Services Limited, a company established under the laws of England and Wales, with registered number 03014116 and having its registered office at 1 st floor Unit 16, Manor Court, Business Park, Scarborough, YO11 3TU, appointed pursuant to the Investment Advisory Agreement to provide investment advisory services to the LLP in relation to the acquisitions and disposals of Investments and asset management services in relation to the day-to-day management of Investments acquired by the LLP;
Investment Advisory Agreement	means the investment advisory agreement in the agreed form to be entered into on or around July 17, 2014 between the LLP and the Investment Advisor as amended from time to time;
Investor Member	means any Member other than Valad Promote Limited Partnership, a limited liability partnership established under the laws of Scotland with registered number SL014404 and having its principal place of business at 1 st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL acting through its general partner Valad GP, an unlimited liability company established under the laws of Scotland with registered number SC460534 and having its registered office at 1 st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL;
LLP	Valad Diversified LLP, a limited liability partnership established under the laws of England and Wales with registered number OC385934 and having its registered office at 1 st floor, Unit 16, Manor Court Business Park, Scarborough, YO11 3TU;
LLP s' Arrangement	means the partnership deed of the LLP dated June 18, 2013, as amended from time to time;
Member	means any of the members of the LLP, from time to time;
Operating Budget	means in relation to any Investment an operating budget prepared by the Investment Advisor pursuant to the Investment Advisory Agreement and approved by the LLP covering all direct transaction costs, including the LLP's property and asset management costs, plus any legal, audit, tax and other third party property related costs and any asset management fee due under the Investment Advisory Agreement to the Investment Advisor in respect of such Investment;
Reserved Matters	means those matters set out in article 14 of these Articles,
Shareholders	means the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders respectively and as applicable the shareholders forming the general meeting of shareholders, from time to time."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholder resolutions are estimated at one thousand eight hundred euro (EUR 1.800.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, the latter signed together with Us, the notary, the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des hier vorliegenden Textes

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am achtzehnten Dezember,

Vor Maître Martine Schaeffer, Notarin mit Amtssitz in Luxembourg im Großherzogtum Luxembourg,

IST ERSCHIENEN:

VEDF (Luxembourg) Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") luxemburgischen Rechts mit Sitz in 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, mit einem Stammkapital von EUR 12.500, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Handelsregisternummer B 179.760,

vertreten durch Frau Alexandra Fuentes, privat angestellte, mit der Geschäftsanschrift in Luxembourg, Großherzogtum Luxembourg, aufgrund einer privatschriftlich erteilten Vollmacht.

I. Die genannte Vollmacht, nachdem sie vom Bevollmächtigten des Komparenten und der unterzeichnenden Notarin "ne varietur" unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde zum Zweck der Hinterlegung bei der Registrierungsbehörde angefügt.

II. Der wie vorstehend vertretene Komparent, hat die unterzeichnende Notarin ersucht, Folgendes zu beurkunden:

- Der wie vorstehend vertretene Komparent ist Alleingesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") luxemburgischen Rechts unter der Firma „VEDF (Luxembourg) P3 S.à. r.l.“, mit Sitz in 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Handelsregisternummer B 180.741 (die Gesellschaft) eingetragen, durch Veröffentlichung des von Maître Martine Schaeffer, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, notariell aufgenommenen und bis heute ungeänderter Satzung vom 13. September 2013 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2893, erschienen am 18 November 2013.

- Das Stammkapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), bestehend aus einhundert (100) Anteilen mit einem Nominalwert von jeweils einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125).

III. Die erschienene Partei hat die unterzeichnende Notarin ersucht folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt Artikel 8 der Satzung wie folgt zu ändern:

“ Art. 8. Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

8.1. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Alleinigen Geschäftsführers oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, des Geschäftsführungsrates, der alle Befugnisse hat um sämtliche Handlungen und Rechtsgeschäfte durchzuführen und zu bewilligen, die der Förderung des Gesellschaftszwecks dienlich sind. Unbeschadet jeglicher anderen Vorschriften in der Vereinbarung der LLP dürfen Befugnisse, die der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, nicht durch den alleinigen Geschäftsführer oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, den Geschäftsführungsrat ohne die vorherige Erlaubnis der Gesellschafter ausgeübt werden, es sei denn, die Gesellschafter haben den Alleinigen Geschäftsführer oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, den Geschäftsführungsrat bereits mit der Wahrnehmung ebendieser Befugnisse beauftragt.

Zweiter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt die Artikel 14, 15, 16 und 17 der Satzung zu Artikel 15, 16, 17 und 18 der Satzung in selber Reihenfolge entsprechend umzunummerieren.

Dritter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt der Satzung einen neuen Artikel 14 hinzuzufügen, der wie folgt lautet:

“ Art. 14. Vorbehaltene Angelegenheiten.

14.1. Der Vorstand soll die vorherige schriftliche Einwilligung der Gesellschafter (Einwilligung der Gesellschafter) bezüglich der in Artikel 14.3 bestimmten Angelegenheiten (vorbehaltene Angelegenheiten) wie nachfolgend bestimmt einholen.

14.2 Erfordert eine Handlung oder Entscheidung die Einwilligung der Gesellschafter, soll die Geschäftsführung dies den Gesellschaftern anzeigen und sie alsbald um ihre Einwilligung ersuchen.

14.3. Die vorbehaltenen Angelegenheiten bestimmen sich wie folgt:

(k) Der Erwerb jeglicher Investitionen (einschließlich jeglicher Anschlussinvestitionen) und (anders als im Geschäftsplan der LLP vorgesehen) die Veräußerung jeglicher Investitionen;

(l) Kapitalaufwand im Zusammenhang mit jeglicher Investition, die außerhalb des Betriebsbudgets für solche Investitionen liegt, sowie anderer Kapitalaufwand außerhalb des Geschäftsplans und des Betriebsbudgets der LLP;

(m) die Begründung, Änderung oder Beendigung von Verträgen mit Dritten, die eine finanzielle Auswirkung von mehr als 20 % der vereinbarten Jahresausgaben nach dem Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP herbeiführen, und zwar hinsichtlich jedes einzelnen Aktivums (einschließlich jeglicher Kreditvereinbarung oder jegliche von der Gesellschaft aufgenommene Darlehen, Hypotheken und Grundpfandrechte oder sonstige Verpfändungen ihres Anteilsvermögens, jegliche Bürgschaft oder Sicherungsvereinbarung hinsichtlich einer solchen Verbindlichkeit, einschließlich jeglicher Garantien zwischen verschiedenen Anlagevehikeln);

(n) jegliche steuerlich oder rechtlich relevante Entscheidung oder Handlung (sowie jede Untätigkeit diesbezüglich), die die Angelegenheiten der LLP beeinträchtigt oder einen Investor unverhältnismäßig gegenüber den anderen Investoren benachteiligt;

(o) jegliche Transaktion, Vereinbarung oder Angelegenheit, die einerseits die Gesellschaft und andererseits ein Mitglied oder eine mit diesem Mitglied verbundene Person, oder, darüber hinaus, jegliche Arbeitnehmer, Angestellten, Direktoren, Mitglieder, Gesellschafter oder Partner eines Mitglieds oder einer mit ihm verbundenen Person, einschließlich ihrer jeweiligen Verwandten, bindet;

(p) jegliche Änderung der Konditionen der jeweiligen Prüfungsvereinbarungen mit dem unabhängigen Rechnungskommissar oder dem unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft;

(q) vorbehaltlich einer gegenteiligen Erlaubnis in der Vereinbarung der LLP, die Begründung, Übernahme, Sicherung, Refinanzierung einer Schuld oder Verpflichtung oder Vorausleistung auf eine solche oder die Gewährung einer Belastung zum Nachteil der Gesellschaft oder ihrer verbundenen Vermögenswerte in Verbindung mit einer Schuld oder Verpflichtung;

(r) der Eintritt der Gesellschaft in jegliches Miet- oder Pachtverhältnis, in Verträge, Niederschriften oder sonstige Vereinbarungen mit dem Zweck der Nutzung, Miete oder Pacht, des Kaufs oder Verkaufs von Grundstücken oder Grundbesitzes, die nicht der Finanzprognose für den genehmigten Geschäftsplan oder dem Budget der LLP übereinstimmen oder diese überschreiten;

(s) alle wesentlichen Entscheidungen im Zusammenhang mit dem Überwachen der Investitionen die: (i) eine Investition oder die Eingehung einer Verbindlichkeit in Höhe von £50,000 oder mehr erfordern würden oder die LLP verpflichten würden eine solche Verbindlichkeit einzugehen oder zur Folge hätte, dass die LLP sich gezwungen sieht einen Verlust in genannter Höhe zu dulden, sofern der jährliche Geschäftsplan oder das Budget der LLP dies nicht vorsieht, (ii) die einen Aufwand von mehr als 20 % der vereinbarten Jahresausgaben nach dem Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP, erfordern, und zwar hinsichtlich jedes einzelnen Aktivums, oder (iii) eine Verminderung von mindestens 5 % des Nettovermögenswerts eines jeglichen einzelnen Aktivums im Portfolio;

(t) jegliche andere wichtige Entscheidung, über die im Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP keine ausdrückliche Vereinbarung besteht und die: (i) eine Investition oder die Eingehung einer Verbindlichkeit in Höhe von £50,000 oder mehr erfordern würden oder zur Folge hätte, dass die LLP sich gezwungen sieht einen Verlust in genannter Höhe zu dulden, sofern der jährliche Geschäftsplan oder das Budget der LLP dies nicht vorsieht, (ii) die einen Aufwand von mehr als 20 % der vereinbarten Jahresausgaben nach dem Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP, erfordern, und zwar hinsichtlich jedes einzelnen Aktivums, oder (iii) eine Verminderung von mindestens 5 % des Nettovermögenswerts eines jeglichen einzelnen Aktivums im Portfolio.

14.4 Die Gesellschafter sollen über jede in Artikel 14.3 genannte Handlung oder Entscheidung innerhalb von zehn (10) Geschäftstagen nach Empfang der von der Geschäftsführung Anzeige beschließen; der Beschluss soll mit Erreichen des für seine Wirksamkeit notwendigen Stimmenanteils unverzüglich wirksam werden.

14.5. Die Einwilligung der Gesellschafter kann durch die Gesellschafter in Form einer Urschrift der entsprechenden:

(c) Protokolle der Hauptversammlung der Gesellschafter; oder der

(d) Schriftlichen Umlaufbeschlüsse (welche in Übereinstimmung mit Artikel 13.1 dieser Satzung gefasst wurden),

erbracht werden, vorausgesetzt dass, in jedem dieser Fälle, die Gesellschafter, deren Einwilligung gemäß der Vereinbarung der LLP erforderlich ist, in die jeweilige Handlung oder Entscheidung tatsächlich einwilligen.“

Vierter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt Artikel 15.1 der Satzung wie folgt zu ändern:

“ **15.1.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember.”

Fünfter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt der Satzung einen neuen Artikel 19 hinzuzufügen, der wie folgt lautet:

“ Art. 19. Definitionen.

Verbunden	ist eine Person mit einer anderen Person, wenn sie, direkt oder indirekt, durch einen oder mehrere Mittelpersonen, über zweitgenannte Person Kontrolle ausübt oder von ihr Kontrolliert wird oder mit ihr unter gemeinsamer Kontrolle steht;
Geschäftstage	sind alle Tage außer (i) Sonnabend und Sonntag and (ii) Tage, an denen Bankinstitute in Luxemburg [oder im Vereinigten Königreich] gesetzlich oder durch Verordnungen berechtigt oder verpflichtet sind geschlossen zu sein;
Kontrolle	(einschließlich der Begriffe “Kontrolliert wird” und “unter gemeinsamer Kontrolle steht”) ist die direkte oder indirekte Möglichkeit der Bestimmung der oder der Einflussnahme auf die Geschäftsführung oder auf die Geschäftsstrategie einer Person, sei es durch das Eigentum an stimmberechtigten Wertpapieren, durch Vertrag oder durch Kreditvereinbarungen, als Treuhänder, als Vollstrecker oder auf sonstige Weise;
Anlagevehikel	ist jedes Vehikel, das zum Zwecke gegründet wird, Investitionen der LLP (sowohl durch diese alleine, als auch gemeinsam mit weiteren Personen) in unbewegliches Vermögen zu ermöglichen.
Investition	bezeichnet eine Investition in oder aufgrund von unbeweglichem Vermögen welches von der LLP oder auf deren Rechnung erworben oder ihr zum Erwerb angeboten wurde, unabhängig davon, ob sie direkt oder durch ein oder mehrere Anlagevehikel getätigt wurde und unabhängig davon, wie diese errichtet und vertreten wurden;
Anlageberater	ist Valad Investment Management Services Limited, eine Gesellschaft englischen und walisischen Rechts, eingetragen unter der Handelsregisternummer 03014116 mit Sitz in 1 st floor Unit 16, Manor Court, Business Park, Scarborough, YO11 3TU, entsprechend der Anlageberatungsvereinbarung dazu bestellt der LLP Anlageberatungsdienste im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Investitionen und Anlageverwaltungsdienste im Zusammenhang mit der laufenden Verwaltung der von der LLP erworbenen Investitionen bereitzustellen;
Anlageberatungsvereinbarung	ist die Anlageberatungsvereinbarung zwischen der LLP und dem Anlagenberater, in der vereinbarten Form am oder um den 17 Juli 2014 herum in Kraft getreten, in der jeweils gültigen Fassung;
Anleger (Mitglied)	ist jedes Mitglied, abgesehen von der Valad Promote Limited Partnership, eine limited liability partnership schottischen Rechts mit der Handelsregisternummer SL014404 mit Sitz in 1 st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL vertreten durch ihren unbeschränkt haftenden Gesellschafter Valad GP, eine unlimited liability company schottischen Rechts mit der Handelsregisternummer SC460534 mit Sitz in 1 st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL;
LLP	Valad Diversified LLP, eine liability partnership englischen und walisischen Rechts mit der Handelsregisternummer OC385934 mit Sitz in 1 st floor, Unit 16, Manor Court Business Park, Scarborough, YO11 3TU;
Vereinbarung der LLP	ist die Partnerschaftsurkunde der LLP vom 19 Juni 2013 in der jeweils gültigen Fassung;
Mitglied	ist jedes Mitglied der LLP zum jeweiligen Zeitpunkt;
Betriebsbudget	ist im Zusammenhang mit jeder Investition ein vom Anlageberater gemäß der Anlageberatungsvereinbarung vorbereitetes Betriebsbudget, welches von der LLP genehmigt wurde und alle direkten Transaktionskosten deckt, einschließlich der Vermögens- und Anlagenverwaltungskosten der LLP, sowie aller Rechtsberatungs-, Behörden-, bzw. Prozesskosten, Auditkosten und Steuern und anderen Kosten im Zusammenhang mit dem Eigentum Dritter, sowie Anlagenverwaltungsgebühren die nach der Anlageberatungsvereinbarung an den Anlageberater in Folge der jeweiligen Investition zu zahlen sind;
Vorbehaltene Angelegenheiten Gesellschafter	sind solche des Artikels 14 dieser Satzung, ist der Alleingesellschafter oder, sonst, die Hauptversammlung der Gesellschafter bestehend aus den Gesellschaftern zum jeweiligen Zeitpunkt.“

Kosten

Die Aufwendungen, Kosten, Entgelte und Abgaben jeglicher Art, die von der Gesellschaft aufgrund dieser Gesellschaftsbeschlüsse zu tragen sind, werden auf ein tausend acht hundert Euro (EUR 1.800.-) geschätzt.

Erklärung

Die unterzeichnende Notarin, die die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Antrag des vorstehenden Komparenten gegenwärtige Urkunde auf Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer Fassung in deutscher Sprache, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung überwiegt.

WORÜBER Urkunde aufgenommen wurde, in Luxemburg am Datum wie am Anfang dieser Urkunde genannt.

Nach Verlesung der vorliegenden Urkunde an den Bevollmächtigten des Komparenten, dessen persönliche Angaben der Notarin bekannt sind, hat dieser zusammen mit uns, der Notarin, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: A. Fuentes et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 décembre 2014. LAC/2014/63263. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015027083/327.

(150030188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Spotify Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 123.052.

In the year two thousand and fifteen,
on the fourteenth day of the month of January.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Mr. Christophe JASICA, employee, with professional address at 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald,

acting in his capacity as a special proxy holder of the Board of Directors of "SPOTIFY TECHNOLOGY S.A." (hereinafter the "Company"), a société anonyme, established and having its registered office at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 123 052, incorporated pursuant to a deed of notary Jean-Joseph WAGNER, prenamed, on 27 December 2006, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 260 of 27 February 2007;

The articles of incorporation of the Company were amended pursuant to several notarial deeds and for the last time according to a notarial deed enacted by the undersigned notary, on 17 December 2014, in process of formalisation and publication in the Mémorial,

by virtue of the authority conferred on him by resolutions adopted by the delegates of the Board of Directors of the Company, on 12 January 2015,

a copy of which resolutions, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed with which it shall be formalised.

Said appearing person, acting in his said capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

I.- That the issued subscribed share capital of the Company is presently set at EIGHTY-FOUR THOUSAND EIGHT HUNDRED AND SEVENTY point THREE HUNDRED AND SEVENTY-FIVE EURO (84,870.375 EUR) divided into three million three hundred ninety-four thousand eight hundred and fifteen (3,394,815) shares having nominal value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0.025 EUR) each, fully paid up.

II.- That pursuant to Article FIVE (5) of the Company's Articles of Association, the authorised capital of the Company has been fixed today at ONE HUNDRED SIXTY-SEVEN THOUSAND AND FIVE point SEVEN HUNDRED AND TWENTY-FIVE EURO (167,005.725 EUR) to be divided into six million six hundred and eighty thousand two hundred and twenty-nine (6,680,229) shares each with a par value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0,025 EUR) and that pursuant to the same Article FIVE (5), the Board of Directors of the Company has been authorised to increase the issued share capital of the Company, such article of the Articles of Association then to be amended so as to reflect the increase of capital.

III.- That the Board of Directors, in its meetings of 16 December 2014 together with its delegates by resolutions taken on 12 January 2015 and in accordance with the authority conferred on it pursuant to Article FIVE (5) of the Company's Articles of Association, has realised an increase of the issued subscribed share capital by an amount of ONE POINT THREE HUNDRED AND TWENTY-FIVE EURO (1.325 EUR) in order to raise the issued share capital to the amount of EIGHTY-FOUR THOUSAND EIGHT HUNDRED AND SEVENTY-ONE point SEVEN HUNDRED EURO (84,871.700

EUR) by the creation and issue of fifty-three (53) new shares with a par value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0.025 EUR), having the same rights and privileges as the already existing shares.

IV.- That still pursuant to the powers conferred to the Board of Directors and pursuant to Article FIVE (5) of the Articles of Association, the Board of Directors has waived or limited to the extent necessary the preferential right of the existing shareholders to subscribe, and has accepted the subscription of the total fifty-three (53) new shares by the subscribers as detailed in the attached subscription list following the resolutions of the delegates of the Board of Directors dated 12 January 2015.

V.- That all these new shares have been entirely subscribed by the subscribers, as referred to in said attached subscription forms and fully paid up, with a payment of a share premium of an amount of TWENTY-SIX THOUSAND FIVE HUNDRED AND FIVE point FIVE HUNDRED AND FIFTY-THREE EURO (26,505.553 EUR) by contributions in cash made to the Company, so that the aggregate amount of TWENTY-SIX THOUSAND FIVE HUNDRED AND SIX point EIGHTY-EIGHT EURO (26,506.88 EUR) is at the free disposal of the Company, as was evidenced to the undersigned notary by presentation of the supporting documents for the relevant payments.

VI.- That as a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital, first paragraph of Article FIVE (5) of the Articles of Association is therefore amended and shall read as follows:

Art. 5. (first paragraph). "The corporate subscribed share capital is set at EIGHTY-FOUR THOUSAND EIGHT HUNDRED AND SEVENTY-ONE point SEVEN HUNDRED EURO (84,871.700 EUR) divided into three million three hundred ninety-four thousand eight hundred and sixty-eight (3,394,868) shares having a nominal value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0.025 EUR) each."

VII.- That as a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital, second paragraph of Article FIVE (5) of the Articles of Association is therefore amended and shall read as follows:

Art. 5. (second paragraph). "The company's authorized share capital is fixed at ONE HUNDRED SIXTY-SEVEN THOUSAND AND FOUR point FOUR HUNDRED EURO (167,004.400) EUR divided into six million six hundred eighty thousand one hundred and seventy-six (6,680,176) shares with a par value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0,025 EUR) each."

Expenses

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at three thousand euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. Upon request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Howald, Grand Duchy of Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said person signed together with Us the undersigned notary the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze,

le quatorze janvier.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Monsieur Christophe JASICA, employé privé, avec adresse professionnelle au 4, rue Peterelchen, L-2370 Howald, agissant en sa qualité de mandataire spécial du Conseil d'Administration de «SPOTIFY TECHNOLOGY S.A.» (ci-après la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123 052, constituée suivant acte reçu par le notaire Jean-Joseph WAGNER, prénommé, en date 27 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 260 du 27 février 2007;

Les statuts de la Société ont été modifiés par plusieurs actes notariés et pour la dernière fois suivant acte notarié reçu par le notaire soussigné en date du 17 décembre 2014, en cours de formalisation et de publication au Mémorial,

en vertu d'une procuration lui conférée par résolutions adoptées par les délégués du Conseil d'Administration de la Société en date 12 janvier 2015, une copie desdites résolutions, après avoir été signée «ne varietur» par la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle personne comparante, agissant en sa-dite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations et constatations suivantes:

I.- Que le capital social souscrit de la Société s'élève actuellement à QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DIX virgule TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (84'870,375 EUR) divisé en trois millions trois cent

quatre-vingt-quatorze mille huit cent quinze (3'394'815) actions d'une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR), toutes entièrement libérées.

II.- Qu'en vertu de l'Article CINQ (5) des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société est fixé aujourd'hui à CENT SOIXANTE-SEPT MILLE ET CINQ virgule SEPT CENT VINGT-CINQ EUROS (167'005,725 EUR) qui sera divisé en six millions six cent quatre-vingt mille deux cent vingt-neuf (6'680'229) actions ayant chacune une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR) et qu'en vertu du même Article CINQ (5), le Conseil d'Administration de la Société a été autorisé à procéder à des augmentations de capital, lequel article des statuts étant alors à modifier de manière à refléter les augmentations de capital ainsi réalisées.

III.- Que le Conseil d'Administration de la Société, par ses décisions du 16 décembre 2014, ainsi que ses délégués par leurs résolutions datées du 12 janvier 2015 et en conformité avec les pouvoirs lui conférés en vertu de l'Article CINQ (5) des statuts de la Société, a réalisé une augmentation du capital social souscrit à concurrence de UN virgule TROIS CENT VINGT-CINQ EUROS (1,325 EUR) en vue de porter le capital social souscrit à QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE HUIT-CENT SOIXANTE ET ONZE virgule SEPT CENTS EUROS (84'871,700 EUR) par la création et l'émission de cinquante-trois (53) nouvelles actions, d'une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR) chacune, et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

IV.- Que toujours en vertu des pouvoirs lui conférés en vertu de l'Article CINQ (5) des statuts, le conseil d'administration a supprimé ou limité dans la mesure nécessaire le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants et a accepté la souscription de la totalité des cinquante-trois (53) actions par les souscripteurs tel qu'il est spécifié dans la liste de souscription suivant les résolutions des délégués du Conseil d'Administration datées du 12 janvier 2015,

V.- Que toutes les nouvelles actions ont été totalement souscrites par les mêmes souscripteurs dont il est fait référence dans lesdits procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et libérées intégralement, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant de VINGT-SIX MILLE CINQ CENT CINQ virgule CINQ CENT CINQUANTE-TROIS EUROS (26'505,553 EUR), par un versement en numéraire à la Société, de sorte que la somme totale de VINGT-SIX MILLE CINQ CENT SIX virgule QUATRE-VINGT-HUIT EUROS (26'506,88 EUR), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives de libération.

VI.- Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit, le premier alinéa de l'Article CINQ (5) des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

Art. 5. (premier alinéa). «Le capital social souscrit émis est fixé à QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE HUIT CENT SOIXANTE ET ONZE virgule SEPT CENTS EUROS (84'871,700 EUR) divisé en trois millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent soixante-huit (3'394'868) actions d'une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR) chacune.»

VII.- Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit, le deuxième alinéa de l'Article CINQ (5) des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

Art. 5. (deuxième alinéa). «Le capital autorisé de la société est fixé à CENT SOIXANTE-SEPT MILLE ET QUATRE virgule QUATRE CENTS EUROS (167'004,400 EUR) divisé en six millions six cent quatre-vingt mille cent soixante-seize (6'680'176) actions d'une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR) chacune.»

Frais

Les frais incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la personne comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuels, état et demeure, ladite personne comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. JASICA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1612. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015027008/147.

(150030220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Preston Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.152.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of December,
before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

here appeared:

Preston Luxembourg 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of fifty-four thousand six hundred and nine euro and twenty-two cent (EUR 54,609.22), with registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 157156 (the "Shareholder"),

hereby represented by Me Mélody Brunot, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on December 23, 2014.

The said proxy, after being signed *ne varietur* by the proxyholder of the Shareholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Preston Luxembourg 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of forty-eight thousand nine hundred seventy-one euro and sixty-two cent (EUR 48,971.62), with registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 22 November 2010, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 107 of 19 January 2011 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 157152 (the "Company").

The articles of association of the Company have for the last time been amended pursuant to a notarial deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated 30 October 2013, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 84 of 9 January 2014.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To approve the redemption of seventy-three thousand nine hundred forty-two (73,942) class A shares of the Company, twenty-three thousand four hundred seventy-six (23,476) class B shares of the Company, six thousand eight hundred forty-five (6,845) class C shares of the Company, eleven thousand two hundred sixty-one (11,261) class F shares of the Company, and seven thousand three hundred twenty-two (7,322) class H shares of the Company, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

2 To reduce the corporate capital of the Company by an amount of one thousand two hundred twenty-eight euro and forty-six cent (EUR 1,228.46) so as to reduce it from its current amount of forty-eight thousand nine hundred seventy-one euro and sixty-two cent (EUR 48,971.62) to forty-seven thousand seven hundred forty-three euro and sixteen cent (EUR 47,743.16) by cancellation of seventy-three thousand nine hundred forty-two (73,942) class A shares of the Company, twenty-three thousand four hundred seventy-six (23,476) class B shares of the Company, six thousand eight hundred forty-five (6,845) class C shares of the Company, eleven thousand two hundred sixty-one (11,261) class F shares of the Company, and seven thousand three hundred twenty-two (7,322) class H shares of the Company, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, so redeemed.

3 To amend the first paragraph of article 5 of the Company's articles of association to reflect the capital decrease.

4 To confer all and any powers to the Company's managers to implement the above resolutions.

5 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to approve the redemption of seventy-three thousand nine hundred forty-two (73,942) class A shares of the Company, twenty-three thousand four hundred seventy-six (23,476) class B shares of the Company, six thousand eight hundred forty-five (6,845) class C shares of the Company, eleven thousand two hundred sixty-one (11,261) class F shares of the Company, and seven thousand three hundred twenty-two (7,322) class H shares of the Company, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which shall therefore be effective immediately.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to reduce the corporate capital of the Company by an amount of one thousand two hundred twenty-eight euro and forty-six cent (EUR 1,228.46) so as to reduce it from its current amount

of forty-eight thousand nine hundred seventy-one euro and sixty-two cent (EUR 48,971.62) to forty-seven thousand seven hundred forty-three euro and sixteen cent (EUR 47,743.16) by cancellation of seventy-three thousand nine hundred forty-two (73,942) class A shares of the Company, twenty-three thousand four hundred seventy-six (23,476) class B shares of the Company, six thousand eight hundred forty-five (6,845) class C shares of the Company, eleven thousand two hundred sixty-one (11,261) class F shares of the Company, and seven thousand three hundred twenty-two (7,322) class H shares of the Company, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, so redeemed.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolutions. Such paragraph will from now on read as follows:

" **Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Company amounts to forty-seven thousand seven hundred forty-three euro and sixteen cent (EUR 47,743.16) divided into (i) thirty-five thousand four hundred twenty-seven (35,427) class D shares (the "Class D Shares"), (ii) thirty thousand seven hundred fifty-six (30,756) class E shares (the "Class E Shares"), (iii) seven hundred and sixty-two thousand two hundred and seventy-six (762,276) class G shares (the "Class G Shares"), (iv) three million four hundred and fifty-nine thousand four hundred and ninety-three (3,459,493) class I shares (the "Class I Shares"), (v) one hundred sixty-two thousand four hundred twenty (162,420) class J shares (the "Class J Shares"), (vi) one (1) class M share (the "Class M Share"), (vii) fifty one thousand three hundred one (51,301) class N shares (the "Class N Shares") and (viii) two hundred and seventy-two thousand six hundred and forty-two (272,642) class O shares (the "Class O Shares"), each share with a nominal value of one cent (EUR 0.01)."

Fourth resolution

The general meeting of shareholders resolved to confer any and all powers to the Company's managers to implement the above resolutions, including but not limited to the amendment to the shares register of the Company.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, who is known to the undersigned notary by surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-troisième jour du mois de décembre,
par-devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorfles-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,
a comparu:

Preston Luxembourg 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de cinquante-quatre mille six cent neuf euros et vingt-deux centimes (EUR 54.609,22), avec siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 157156 (l'«Associé»),

ici représentée par Maître Mélody Brunot, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

aux termes d'une procuration sous-seing privé donnée le 23 décembre 2014.

Ladite procuration après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de l'Associé et le notaire soussigné, restera annexée aux présentes.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de Preston Luxembourg 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de quarante-huit mille neuf cent soixante et onze euros et soixante-deux centimes (EUR 48.971,62), avec siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 22 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 107 du 19 janvier 2011 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 157152 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 30 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 84 du 9 janvier 2014.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Approbation du rachat de soixante-treize mille neuf cent quarante-deux (73.942) parts sociales de catégorie A de la Société, vingt-trois mille quatre cent soixante-seize (23.476) parts sociales de catégorie B de la Société, six mille huit cent quarante-cinq (6.845) parts sociales de catégorie C de la Société, onze mille deux cent soixante et une (11.261) parts sociales de catégorie F de la Société, et sept mille trois cent vingt-deux (7.322) parts sociales de catégorie H de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

2 Réduction du capital social de la Société d'un montant de mille deux cent vingt-huit euros et quarante-six centimes (EUR 1.228,46) pour le diminuer de son montant actuel de quarante-huit mille neuf cent soixante et onze euros et soixante-deux centimes (EUR 48.971,62) à quarante-sept mille sept cent quatre-trois euro et seize centimes (EUR 47.743.16) par annulation de soixante-treize mille neuf cent quarante-deux (73.942) parts sociales de catégorie A de la Société, vingt-trois mille quatre cent soixante-seize (23.476) parts sociales de catégorie B de la Société, six mille huit cent quarante-cinq (6.845) parts sociales de catégorie C de la Société, onze mille deux cent soixante et une (11.261) parts sociales de catégorie F de la Société, et sept mille trois cent vingt-deux (7.322) parts sociales de catégorie H de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ainsi rachetées.

3 Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter la réduction de capital.

4 Délégation de tous pouvoirs aux gérants de la Société pour la mise en oeuvre des résolutions ci-dessus.

5 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'approuver le rachat de soixante-treize mille neuf cent quarante-deux (73.942) parts sociales de catégorie A de la Société, vingt-trois mille quatre cent soixante-seize (23.476) parts sociales de catégorie B de la Société, six mille huit cent quarante-cinq (6.845) parts sociales de catégorie C de la Société, onze mille deux cent soixante et une (11.261) parts sociales de catégorie F de la Société, et sept mille trois cent vingt-deux (7.322) parts sociales de catégorie H de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de mille deux cent vingt-huit euros et quarante-six centimes (EUR 1.228,46) pour le diminuer de son montant actuel de quarante-huit mille neuf cent soixante et onze euros et soixante-deux centimes (EUR 48.971,62) à quarante-sept mille sept cent quatre-trois euro et seize centimes (EUR 47.743.16) par annulation de soixante-treize mille neuf cent quarante-deux (73.942) parts sociales de catégorie A de la Société, vingt-trois mille quatre cent soixante-seize (23.476) parts sociales de catégorie B de la Société, six mille huit cent quarante-cinq (6.845) parts sociales de catégorie C de la Société, onze mille deux cent soixante et une (11.261) parts sociales de catégorie F de la Société, et sept mille trois cent vingt-deux (7.322) parts sociales de catégorie H de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ainsi rachetées.

Troisième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social de la Société est fixé à quarante-sept mille sept cent quatre-trois euro et seize centimes (EUR 47,743.16) représenté par (i) trente-cinq mille quatre cent vingt-sept (35.427) parts sociales de classe D (les "Parts Sociales de Classe D"), (ii) trente mille sept cent cinquante-six (30.756) parts sociales de classe E (les "Parts Sociales de Classe E"), (iii) sept cent soixante-deux mille deux cent soixante-seize (762.276) parts sociales de classe G (les "Parts Sociales de Classe G"), (iv) trois millions quatre cent cinquante-neuf mille quatre cent quatre-vingt-treize (3.459.493) parts sociales de classe I (les "Parts Sociales de Classe I"), (v) cent soixante-deux mille quatre cent vingt (162.420) parts sociales de classe J (les "Parts Sociales de Classe J"), (vi) une (1) part sociale de classe M (les "Part Sociale de Classe M"), (vii) cinquante et un mille trois cent une (51.301) parts sociales de classe N (les "Parts Sociales de Classe N"), et (viii) deux cent soixante-douze mille six cent quarante-deux (272.642) parts sociales de classe O (les "Parts Sociales de Classe O"), ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de déléguer aux gérants de la Société, tous pouvoirs nécessaire à la mise en oeuvre des résolutions ci-dessus, y compris, mais sans s'y limiter, la modification du registre des parts sociales de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. Brunot, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 6 janvier 2015. GAC/2015/156. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026889/179.

(150030923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Stonegate Pub Company Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 100.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 156.172.

Suite aux modification d'adresse de gérant de la Société, il y a lieu de modifier les données les concernant comme suit:
- Gary May, gérant de classe A, a dorénavant son adresse professionnelle au 20, Bentinck street, GB - W1U 2EU Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026251/13.

(150029747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Pfudler International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 38.700.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 191.423.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third December,
before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Pfudler Midco S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of thirty-eight million nine hundred thousand United States Dollars (USD 38,900,000.-), with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 191416 (the "Shareholder");

hereby represented by Maître Stephan Weling, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 23 December 2014.

The above mentioned proxies shall be annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Pfudler International S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-) having its registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary on 17 October 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3514 of 22 November 2014, registered at the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 191423 (the "Company"). The articles of association of the Company have not yet been amended.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To increase the issued capital of the Company by an amount of thirty-eight million six hundred eighty thousand United States Dollars (USD 38,680,000.-) so as to raise it from its present amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-) to an amount of thirty-eight million seven hundred thousand United States Dollars (USD 38,700,000.-).

2 To issue thirty-eight million six hundred eighty thousand (38,680,000.-) shares, with a nominal value of United States Dollar (USD 1.-) per share.

3 To accept subscription for these new shares by Shareholder, and to accept payment in full of each such new share by contributions in cash.

4 To amend paragraph 1 of article 5 of the articles of association of the Company, in order to reflect the capital increase.

5 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to increase the issued capital of the Company by an amount of thirty-eight million six hundred eighty thousand United States Dollars (USD 38,680,000.-) so as to raise it from its present amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-) to an amount of thirty-eight million seven hundred thousand United States Dollars (USD 38,700,000.-).

Second resolution

The Shareholder resolved to issue thirty-eight million six hundred eighty thousand (38,680,000.-) shares, with a nominal value of United States Dollar (USD 1.-) per share.

Subscription - Payment

Thereupon appeared the Shareholder represented by the above mentioned proxy.

The Shareholder declared to subscribe for thirty-eight million six hundred eighty thousand (38,680,000.-) shares, each with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-), for a total amount of thirty-eight million six hundred eighty thousand United States Dollars (USD 38,680,000.-), and to fully pay in cash for these shares.

The amount of thirty-eight million six hundred eighty thousand United States Dollars (USD 38,680,000.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Third resolution

The Shareholder resolved to accept the above subscription and payment, and to allot the new shares to the Shareholder as stated above, and resolved to acknowledge the effectiveness of the share capital increase.

Fourth resolution

In view of the above, the Shareholder resolved to amend paragraph 1 of article 5 of the articles of association of the Company so as to reflect the foregoing resolutions.

As a result, the first paragraph of article 5 shall from now on read as follows:

“ **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at thirty-eight million seven hundred thousand United States Dollars (USD 38,700,000.-) divided into thirty-eight million seven hundred thousand (38,700,000.-) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, all of which are fully paid up.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at six thousand five hundred euro (EUR 6,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dreiundzwanzigsten Tag des Monats Dezember,
vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Marc Loesch, mit Amtssitz in Bad-Mondorf, (Großherzogtum Luxemburg),

ist erschienen:

Pfaunder Midco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée luxemburgischen Rechts mit einem Grundkapital in Höhe von achtunddreißig Millionen neunhunderttausend US-Dollar (USD 38.900.000,-), mit Sitz in 59 Rue de Rollingergrund, L-2440 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, und eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 191416

hier vertreten durch Maître Stephan Weling, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg,

kraft einer am 23. Dezember 2014 privatschriftlichen erteilten Vollmacht;

hiernach der „Gesellschafter“ genannt,

Die oben genannte Vollmacht bleibt der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt.

Der Gesellschafter hat den unterzeichnenden Notar gebeten anzugeben, dass er der alleinige Gesellschafter von Pfaunder Internationa S.à r.l. ist, einer nach dem luxemburgischen Recht gegründeten Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit einem Gesellschaftskapital von zwanzigtausend US-Dollar (USD 20.000,-) und Sitz in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet gemäß einer Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 17. Oktober 2014, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 6541 vom 22. November 2014, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B-191423 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde noch nicht abgeändert.

Die Gesellschafter, vertreten wie oben dargestellt, erklärten über die Beschlüsse ausführlich informiert zu sein, welche auf Basis der folgenden Tagesordnung zu fassen sind:

Tagesordnung

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag von achtunddreißig Millionen sechshundertachtzigtausend US-Dollar (USD 38.680.000,-), um das bestehende Kapital von zwanzigtausend US-Dollar (USD 20.000,-) auf achtunddreißig Millionen siebenhunderttausend US-Dollar (USD 38.700.000,-) zu erhöhen.

2. Ausgabe von achtunddreißig Millionen sechshundertachtzigtausend (38.680.000) Stammanteilen, mit einem Nennwert von je einem US-Dollar (USD 1,-) pro Anteil.

3. Anerkennung der Zeichnung dieser neuen Anteile durch den Gesellschafter, und Annahme der vollständigen Zahlung dieser neuen Anteile in bar.

4. Neufassung des ersten Abschnitts von Artikel 5 der Satzung, um die oben genannten Beschlüsse abzubilden.

5. Verschiedenes. Sechzig

und forderten daraufhin den unterzeichnenden Notar auf Folgendes festzuhalten:

Erster Beschluss

Der Gesellschafter beschloss, das Gesellschaftskapital um einen Betrag von achtunddreißig Millionen sechshundertachtzigtausend US-Dollar (USD 38.680.000,-) zu erhöhen, um das bestehende Kapital von zwanzigtausend US-Dollar (USD 20.000,-) auf achtunddreißig Millionen siebenhunderttausend US-Dollar (USD 38.700.000,-) zu erhöhen.

Zweiter Beschluss

Der Gesellschafter beschloss, achtunddreißig Millionen sechshundertachtzigtausend (38.680.000) Stammanteile, mit einem Nennwert von je einem US-Dollar (USD 1,-) pro Anteil, auszugeben.

Zeichnung - Einzahlung

Daraufhin erschien der Gesellschafter gemäß der oben genannten Vertretungsmachten.

Der Gesellschafter erklärte die Zeichnung von achtunddreißig Millionen sechshundertachtzigtausend (38.680.000) Stammanteile, mit einem Nennwert von je einem US-Dollar (USD 1,-) pro Anteil und einem Gesamtwert von achtunddreißig Millionen sechshundertachtzigtausend US-Dollar (USD 38.680.000,-), und erklärte den Nennwert dieser Anteile in bar einzuzahlen.

Der Betrag von achtunddreißig Millionen sechshundertachtzigtausend US-Dollar (USD 38.680.000,-) stand ab diesem Zeitpunkt der Gesellschaft zur Verfügung, und der unterzeichnende Notar hat die notwendigen Dokumente dies belegend erhalten.

Dritter Beschluss

Der Gesellschafter erkennt die Zeichnung dieser neuen Anteile an, nimmt die vollständige Zahlung dieser neuen Anteile in bar an, und beschließt die neuen Anteile wie oben dargelegt auszugeben.

Vierter Beschluss

In Anbetracht der obigen Beschlüsse, beschließen die Gesellschafter den ersten Abschnitt von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, um diese Beschlüsse widerzuspiegeln.

Der erste Abschnitt von Artikel 5 der Satzung wird wie folgt abgeändert:

„**Art. 5. Ausgegebenes Gesellschaftskapital.** Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt achtunddreißig Millionen siebenhunderttausend US-Dollar (USD 38.700.000,-), und ist in achtunddreißig Millionen siebenhunderttausend (38.700.000,-) Stammanteile mit einem Nennwert von jeweils einem US-Dollar (USD 1,-) unterteilt, welche alle vollständig eingezahlt sind.“

Schätzung der Kosten

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche der Gesellschaft auf Grund dieser Urkunde entstehen, werden auf sechstausendfünfhundert Euro (EUR 6.500,-) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, erklärte hierbei, dass auf Anfrage der obigen genannten Person das vorliegende Dokument auf englischer und deutscher Sprache verfasst wurde; auf Anfrage derselben Person und im Falle verschiedener Auslegungen zwischen dem englischen und deutschen Text soll der Englische Vorrang haben.

Worüber Urkunde Aufgenommen wurde die Urkunde zu Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument der dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat dieselbe vorliegende Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet.

Signé: S. Weling, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 6 janvier 2015. GAC/2015/146. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026884/150.

(150030092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Vectis IP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 194.521.

— STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the thirtieth day of January.

Before Us, Maître Paul BETTINGEN, civil law notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

BLEU SOMMET S.A., a société anonyme under the law of the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by deed of the undersigned notary on 28 January 2015 in the process of being registered, having its registered office at 50 route d'Esch, L-1470 Luxembourg,

here represented by Mrs. Sophie MATHOT, clerck de notaire, with professional in Senningerberg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxy shall be signed "ne varietur" by the person representing the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme) which it declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Name.

1.1 There is herewith formed a Luxembourg joint stock company («société anonyme») under the name of VECTIS IP S. A.

Registered office.

2.1 The registered office is in Luxembourg-City. The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

2.2 Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

2.3 If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered

office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

2.4 One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Duration.

3.1 The company is established for an unlimited period.

Object.

4.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

4.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures. In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

4.3 The Company may also acquire through contributions, subscriptions, purchases, options or otherwise, patents, trademarks, licenses, know how, copyright and other industrial, commercial or intellectual property or rights and generally hold, license the right to use it, sublicense, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and to subcontract the management and development of such property, rights, trademarks and licenses and to obtain and make any registration required in this respect. The Company may take any action it deems necessary to protect rights derived from patents, trademarks, service marks, licenses, knowhow and other industrial, commercial or intellectual property rights, licenses, sublicenses and similar rights against infringement by third parties.

4.4 The Company may furthermore provide or cause to be provided to any affiliated Company such as transferring skills, knowledge, technologies, methods of manufacturing, samples of manufacturing and facilities to ensure that scientific and technological developments are accessible to a wider range of users who can then further develop and exploit the technology into new products, processes, applications, materials or services.

4.5 The Company may furthermore provide or cause to be provided to any affiliated Company such know how, development consulting and strategic advice in the field of intellectual property, administrative services, operating services, promotion, representation and all services of such nature.

4.6 The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

Share capital.

5.1 The subscribed capital of the company is fixed at thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) divided into three-thousand and one hundred (3,100) shares, with a par value of ten Euros (EUR 10.-) each.

5.2 The shares are and shall remain in registered form.

5.3 The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares. The subscribed capital of the company may be increased or reduced by unanimous decision of all the shareholders. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable. In the case of plurality of shareholders, the shares may be freely transferred between the shareholders or their Affiliates.

5.4 For the purpose of the present article, Affiliate shall mean, with respect to any shareholder of the Company, a person who directly or indirectly (a) controls such shareholder of the Company; (b) is controlled by such shareholder of the Company; or (c) is under common control with such shareholder of the Company. The term "control" as used in the present article shall mean directly or indirectly (i) holding more than fifty percent (50%) of the outstanding stock or other voting rights entitled to elect directors of an entity; (ii) holding the ability to appoint or elect more than fifty percent (50%) of the board of directors (or persons exercising similar functions at any meeting representing all shareholders, parties, members, or other equity holders of an entity); or (iii) in the case of an entity without a governing body equivalent to a board of directors, holding an economic or other interest carrying the right to receive more than fifty percent (50%) of the profits of the entity.

However, any shareholder who wishes to transfer all, or part of, the shares it holds in the corporate capital of the Company (the "Offered Shares") to a third party shall inform the board of directors by notifying the identity of the potential purchaser (the "Offered Transferee"), the number of shares to be sold, the price offered by such potential purchaser and the payment terms of the purported transfer. The transferring party grants, to the benefit of the other shareholders (the "Offerees"), a pre-emptive right on the Offered Shares, of which the Offerees shall be notified without delay by the board of directors by registered letter (the "Transfer Notice"). The preemptive right of each Offeree shall be proportionate to its shareholding in the Company (the Offered Shares being not considered for the purpose of this calculation). The Offerees may exercise this pre-emptive right within 30 (thirty) days from the date of the Transfer Notice. The Offerees may also, expressly, before the expiry of the term, waive their pre-emptive right. The Offerees failure to

notify, within the term granted, their decision to exercise or not their pre-emptive right shall constitute an express waiver. The pre-emptive right, not exercised by certain Offerees over the Offered Shares will benefit to the other Offerees on a pro rata basis of their entitlement to the pre-emption in relation to the Offered Shares and the full exercise of the pre-emption right of certain Offerees. If the pre-emptive rights exercised by the Offerees do not cover all of the Offered Shares, then the shareholder willing to transfer the Offered Shares is authorised to transfer them to the Offered Transferee.

Directors.

6.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company.

6.2 The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

6.3 The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented. Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders. In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Board of Directors.

7.1 The board of directors shall choose among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

7.2 The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

7.3 The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that a director can only represent one of his colleagues. The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telefax or email, confirmed by letter. Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

7.4 Circular resolutions of the board of directors shall be validly taken if approved in writing by all of the directors. Such approval may be expressed in a single or in several separate documents which together shall form the circular resolution.

7.5 Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast.

7.6 The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates. Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

7.7 The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

7.8 The board of directors may delegate the daily management of the company and the representation of the company within such daily management of the company to one or more directors, executives, employees or other persons who may be, but need to be, shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust specific permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Management.

8.1 The first person(s) to whom the daily management of the company is delegated to, may be elected at the first general meeting of shareholders.

8.2 The Company will be bound either by the joint signature of two (2) directors or by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.

Statutory Auditors.

9.1 The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

9.2 The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

Information Right.

10.1 Each shareholder may examine the separate books, records and accounts to be kept by the Company and shall be entitled to receive all information quarterly, including any management accounts and operating statistics and other trading and financial information, in such form as a shareholder reasonably requires to keep it properly informed about the business and affairs of the Company and generally to protect its interests as a shareholder.

General meeting.

11.1 The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

11.2 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders, and have waived any convening requirement the meeting may be held without prior notice or publication. Except as otherwise required by law or by the present Articles, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

11.3 The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the first Wednesday in the month of June of each year at 10.00 a.m. If such day is a holiday, the general meeting will be held on the following business day.

11.4 The board of directors or the statutory auditor(s) may convene other general meetings of shareholders. Such meetings must be convened if shareholders representing at least five percents (5%) of the company's capital so require.

11.5 One or more shareholders who together hold at least five percents (5%) of the subscribed share capital may require that one or more additional items be put on the agenda of any general meeting.

11.6 General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

11.7 Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Distribution of profits.

12.1 Out of the net profit five per cent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company.

12.2 The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

12.3 The shareholders may decide to declare and pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law, in accordance with the provisions set forth hereafter.

Dissolution - Liquidation.

13.1 After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions.

General dispositions.

14.1 The law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as subsequently amended, shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31st December 2015. The first annual general meeting shall be held in 2016. The first directors and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and Payment

The three thousand and one hundred (3,100) shares, with a par value of ten Euros (10.-EUR) each have been subscribed by BLEU SOMMET S.A., prenamed.

The subscribed shares have been entirely paid up in cash so that the company has now at its free disposal the amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness the fulfilment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at EUR 1,300.

Extraordinary general meeting

The above-named party, acting in the here above stated capacity, representing the whole of the subscribed capital passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three (3).

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the 2018 general meeting which will be called to deliberate on the accounts as at 31st December 2017:

Ms Audrey Petrini, private employee, born in Thionville on 22 June 1986, residing in 26, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg
Mr. Martin RUTLEDGE, expert-comptable, born in Antrim (Great Britain) on 29 June 1950, residing professionally in L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

Ms. Audrey PETRINI, private employee, born in Thionville (France) on 22 June 1986, residing professionally at 26, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Mr. Antonio QUARATINO, private employee, born in Caserta (Italy) on 17 February 1982, professionally residing at 26 boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

The following has been appointed as Chairman of the Board of Directors:

Mr. Martin RUTLEDGE, prenamed.

Second resolution

The number of statutory auditors is fixed at one (1). The following has been appointed as statutory auditor of the Company, his mandate expiring at the 2018 general meeting which will be called to deliberate on the accounts as at 31 December 2017:

International Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l., with its registered office at 50, route d'Esch L - 1470 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg under section B and number 107.093.

Third resolution

The company's registered office is located at 50 route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by its surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present original deed.

Follows the French version of the above text

L'an deux mille quinze, le trentième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg,

A COMPARU:

BLEU SOMMET S.A., une société anonyme de droit du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 50 route d'Esch, L-1470 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 janvier 2015 dont l'enregistrement est en cours,

ci-après représentée par Madame Sophie MATHOT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Senningerberg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la personne représentant la partie comparante susnommée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination.

1.1 Une société anonyme de droit luxembourgeois, dont la raison sociale est VECTIS IP S.A., est constituée en vertu des présentes.

Siège social.

2.1 Le siège social de la société est situé à Luxembourg. La société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des succursales, des filiales, des agences ou des bureaux administratifs tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

2.2 Sans préjudice de toute règle de droit régissant la résiliation des contrats, le siège social peut être transféré en tout autre lieu situé dans la même municipalité que le siège social actuel par simple décision du conseil d'administration,

si l'adresse de celui-ci a été fixée initialement par contrat avec des tiers. La société peut faire transférer son siège dans toute autre municipalité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale.

2.3 En cas de survenance, ou de risque imminent de survenance, d'évènements exceptionnels de nature politique, économique ou sociale, susceptibles d'entraver la marche normale des activités de la société au siège social ou la communication entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être provisoirement transféré à l'étranger jusqu'à la fin desdits évènements exceptionnels. De telles mesures ne sauraient toutefois avoir un quelconque effet sur la nationalité de la société, laquelle restera une société luxembourgeoise malgré le transfert temporaire de son siège social.

2.4 L'un des organes exécutifs de la société ayant le pouvoir d'engager la société dans le cadre de sa gestion quotidienne devra procéder à la déclaration de transfert du siège social et informer les tiers d'une telle décision.

Durée.

3.1 La société est établie pour une durée illimitée.

Objet.

4.1 La Société a pour objet la détention de participations dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, l'acquisition par achat, souscription ou autre, ainsi que la cession par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, d'obligations non garanties, d'effets et de tout autre type de titre, ainsi que la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés en nom collectif.

4.2 La Société peut contracter des emprunts sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations convertibles ou non, sans appel public à l'épargne, ou d'obligations non garanties. De manière générale, elle peut apporter son aide à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle ou de supervision et entreprendre toute action qu'elle jugera utile dans le cadre de la poursuite et de l'accomplissement de son objet social.

4.3 La Société peut également acquérir, par le biais de contributions, de souscriptions, d'achats, d'options ou par tout autre biais, des brevets, marques, licences, savoir-faire, copyright et autres biens ou droits de propriété industrielle, commerciale ou intellectuelle et, de manière générale, détenir, concéder des licences d'utilisation ou des sous-licences, vendre ou céder de toute autre manière, en totalité ou en partie, moyennant la contrepartie que la Société pourra juger appropriée, lesdits biens, droits, marques et licences, sous-traiter leur gestion et leur développement, et obtenir ou procéder aux enregistrements requis à leur égard. La Société pourra prendre toute mesure qu'elle jugera nécessaire en vue de protéger les droits associés aux brevets, marques de commerce, marques de service, licences, savoir-faire, ainsi que tout autre droit de propriété industrielle, commerciale ou intellectuelle, tout droit de licence, de sous-licence ou tout autre droit similaire, contre tout risque de contrefaçon par des tiers.

4.4 Par ailleurs, la Société peut transférer ou faire transférer à toute Société affiliée les compétences, les connaissances, les technologies, les méthodes de fabrication, les échantillons de produits et les infrastructures nécessaires pour permettre de rendre les avancées scientifiques et technologiques accessibles à un éventail plus large d'utilisateurs, lesquels pourront ensuite développer et exploiter les technologies mises au point pour concevoir de nouveaux produits, processus, applications, matériels ou services.

4.5 La Société peut également mettre à la disposition de toute Société affiliée un tel savoir-faire, ainsi que des conseils en développement et en stratégie dans le domaine de la propriété intellectuelle, des services administratifs, des services opérationnels, des services de promotion ou de représentation, et tout autre service de même nature.

4.6 La Société peut en outre exercer tous types d'activités commerciales, industrielles ou financières et réaliser tous types de transactions portant sur des biens mobiliers ou immobiliers.

Capital social.

5.1 Le capital souscrit de la société est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-), divisé en trois mille cent actions (3.100) d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

5.2 Les actions sont et resteront nominatives.

5.3 La société peut, dans la mesure et selon les modalités prévues par la loi, racheter ses propres actions. Le capital souscrit de la société peut être revu à la hausse comme à la baisse sur décision unanime de l'ensemble des actionnaires. En cas d'actionnaire unique, les actions de la Société détenues par l'actionnaire unique sont librement cessibles. En cas d'actionnaires multiples, les actions sont librement cessibles entre les actionnaires ou leurs Sociétés affiliées.

5.4 Aux fins du présent article, «Société affiliée» désigne, à l'égard de tout actionnaire de la Société, toute personne (a) exerçant un contrôle direct ou indirect sur ledit actionnaire; (b) se trouvant directement ou indirectement sous son contrôle; ou (c) se trouvant directement ou indirectement sous le contrôle de la même société. Aux fins du présent article, le terme «contrôle» désigne (i) la détention directe ou indirecte de plus de cinquante pour cent (50%) des actions en circulation ou autres titres conférant à leur détenteur le droit d'élire les administrateurs de l'entité concernée; (ii) la capacité de nommer ou d'élire, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50%) du conseil d'administration (ou des personnes exerçant des fonctions similaires lors de toute réunion représentant l'ensemble des actionnaires, parties, membres ou autres titulaires d'actions d'une entité); ou (iii) dans le cas d'une entité ne disposant d'aucun organe de direction équivalent à un conseil d'administration, la détention directe ou indirecte d'un intérêt économique ou autre conférant le droit de recevoir plus de cinquante pour cent (50%) des bénéfices de l'entité concernée.

Toutefois, tout actionnaire souhaitant céder tout ou partie des actions qu'il détient dans le capital social de la Société (les «Actions à céder») à un tiers devra en informer le conseil d'administration, en lui communiquant l'identité de l'acquéreur potentiel (le «Cessionnaire potentiel»), le nombre d'actions à vendre, le prix proposé par le Cessionnaire potentiel ainsi que les modalités de paiement envisagées. Le cédant concède aux autres actionnaires (ci-après, les «Actionnaires visés»), un droit de préemption sur les Actions à céder. Le conseil d'administration devra informer sans délai les Actionnaires visés de ce droit par lettre recommandée («l'Avis de cession»). Le droit de préemption de chaque Actionnaire visé est proportionnel à sa participation dans la Société (les Actions à céder n'étant pas prises en compte aux fins de ce calcul). Les Actionnaires visés peuvent exercer ce droit de préemption dans les trente (30) jours suivant la date de l'Avis de cession. Les Actionnaires visés peuvent également renoncer expressément à leur droit de préemption avant l'expiration du délai prévu ci-dessus. L'absence de réponse par les Actionnaires visés, dans le délai prévu, vaut renonciation expresse à leur droit de préemption. Tout droit de préemption non exercé par certains Actionnaires visés à l'égard des Actions à céder sera transféré aux autres Actionnaires visés, au pro rata de l'étendue de leur droit de préemption à l'égard des Actions à céder et de l'exercice intégral, par certains Actionnaires visés, de leur droit de préemption. Si les Actionnaires visés n'exercent pas intégralement leur droit de préemption vis-à-vis des Actions à céder, l'actionnaire souhaitant céder les Actions à céder sera alors autorisé à les céder au Cessionnaire potentiel.

Administrateurs.

6.1 La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres, lesquels ne sont pas tenus d'être actionnaires de la Société.

6.2 Au cours de l'assemblée générale annuelle, les actionnaires élisent les administrateurs, et fixent leur nombre, leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat. La durée du mandat d'un administrateur ne peut être supérieure à six (6) ans. Les administrateurs restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

6.3 Les administrateurs sont élus à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Un suppléant peut remplacer tout administrateur dont le siège deviendrait vacant suite à son décès, à son départ à la retraite ou pour toute autre raison, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires, dans le respect des prescriptions légales applicables.

Conseil d'Administration.

7.1 Le conseil d'administration doit choisir parmi ses membres un président. S'il ne peut être présent, il est remplacé par l'un des administrateurs présents, nommé à cet effet par le conseil.

7.2 Les réunions du conseil d'administration sont convoquées par le président ou par deux administrateurs.

7.3 Le conseil peut uniquement débattre valablement et prendre des décisions si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les pouvoirs entre administrateurs sont autorisés, étant toutefois précisé qu'un administrateur ne peut représenter qu'un seul administrateur absent. Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre simple, télégramme, télécopie ou e-mail, avec confirmation par lettre simple. Les résolutions écrites approuvées et signées par l'ensemble des administrateurs ont le même effet que les résolutions votées au cours de réunions du conseil d'administration.

7.4 Les résolutions du conseil d'administration prises par voie de circulaire sont valables lorsqu'elles sont approuvées par écrit par l'ensemble des administrateurs, lesquels peuvent donner leur accord par le biais d'un document unique ou de plusieurs documents distincts, qui forment, ensemble, la résolution par voie de circulaire.

7.5 Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

7.6 Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par l'ensemble des administrateurs ayant assisté aux débats. Des copies ou des extraits peuvent être certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

7.7 Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour effectuer l'ensemble des actes de disposition et d'administration jugés nécessaires ou souhaitables, dans l'intérêt de la société. L'ensemble des pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915, dans sa version ultérieurement modifiée, ou des présents statuts de la société, sont conférés au conseil d'administration.

7.8 Le conseil d'administration peut déléguer la gestion quotidienne de la société et la représentation de la société dans le cadre de la gestion quotidienne de la société à un ou plusieurs administrateurs, mandataires sociaux ou salariés, ou à toute autre personne, pouvant être actionnaire mais n'étant pas tenue de l'être, déléguer des pouvoirs spéciaux, désigner des mandataires, ou confier à titre permanent ou temporaire des fonctions spécifiques aux personnes ou mandataires qu'il aura choisis.

Gestion.

8.1 La ou les premières personnes auxquelles la gestion quotidienne de la société est déléguée peuvent être élues au cours de la première assemblée générale des actionnaires.

8.2 La Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par la seule signature de toutes les personnes auxquelles pareils pouvoirs de signature sont délégués par le conseil d'administration.

Commissaires aux comptes.

9.1 La surveillance de la société est assurée par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, laquelle en détermine le nombre et la rémunération, et pouvant être révoqués à tout moment.

9.2 La durée du mandat du ou des commissaires aux comptes est fixée au cours de l'assemblée générale des actionnaires, pour une période ne pouvant excéder six ans.

Droit d'information.

10.1 Chaque actionnaire peut examiner les livres, registres et comptes devant être tenus par la Société et est en droit de recevoir l'ensemble des informations pertinentes tous les trois mois, y compris les comptes de gestion, les statistiques d'exploitation et toute autre information financière ou de marché disponible, sous la forme de son choix, dans une mesure raisonnable, afin de pouvoir se tenir informé de l'activité et des affaires de la Société et, plus généralement, de protéger ses intérêts d'actionnaire.

Assemblée générale.

11.1 L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires. Elle détient les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société. Les avis de convocation sont préparés selon la forme et les délais prévus par la loi.

11.2 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une Assemblée générale des actionnaires et ont renoncé aux exigences de convocation, l'assemblée peut se tenir sans préavis ou publication préalable. Sauf disposition contraire prévue dans la loi ou dans les présents Statuts, les résolutions présentées lors d'une assemblée générale des actionnaires dûment convoquée sont adoptées à la majorité simple des actionnaires présents et votant.

11.3 L'Assemblée générale des actionnaires se tient dans la municipalité du siège social, dans le lieu précisé dans la convocation, le premier mercredi du mois de juin de chaque année à 10h00. Si ce jour n'est pas ouvrable, l'Assemblée est reportée au jour ouvrable suivant.

11.4 Le conseil d'administration ou le ou les commissaires aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales des actionnaires. De telles assemblées doivent être convoquées si les actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5%) du capital social de la société en font la demande.

11.5 Un ou plusieurs actionnaires détenant au moins cinq pour cent (5%) du capital social souscrit peuvent demander qu'un ou plusieurs points supplémentaires soient inscrits à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

11.6 Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent être tenues à l'étranger si, de l'avis du conseil d'administration, lequel ne pourra être contesté, les circonstances l'exigent.

11.7 Chaque action confère à son détenteur un droit de vote. La société ne reconnaît qu'un seul détenteur par action. Si une action est détenue par plusieurs personnes, la société est en droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à ladite action, jusqu'à ce qu'une personne ait été nommée propriétaire unique de l'action à l'égard de la société.

Affectation du résultat.

12.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la société sont affectés à la réserve légale. Ce versement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

12.2 Le solde peut être distribué aux actionnaires sur décision de l'Assemblée générale des actionnaires.

12.3 Les actionnaires peuvent décider de déclarer et verser des acomptes sur dividendes sur la base des états comptables préparés par le dirigeant ou, selon le cas, le conseil d'administration, laissant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles, étant entendu que les montants pouvant être distribués ne pourront excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, majoré du report à nouveau et des réserves distribuables, mais minoré des pertes reportées et des sommes devant être affectées à la réserve légale, conformément aux dispositions ci-après.

Dissolution - Liquidation.

13.1 Après paiement de l'ensemble des dettes et charges de la Société et de l'ensemble des frais liés à la liquidation, le produit net de la liquidation sera distribué aux actionnaires, conformément aux règles de distribution des dividendes et de manière à obtenir, globalement, le même résultat économique.

Dispositions générales.

14.1 La Loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, dans sa version ultérieurement modifiée, s'applique, sauf mention contraire des présents Statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice débute à la date de constitution de la société et prend fin le 31 décembre 2015. La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016. Les premiers administrateurs et le ou les premiers commissaires aux comptes sont élus au cours de l'assemblée générale extraordinaire devant se tenir immédiatement après la constitution de la société.

Souscription et paiement

Les trois mille cent (3.100) actions, d'une valeur nominale de dix Euros (10 EUR) ont été souscrites par BLEU SOMMET S.A., précitée.

Les actions souscrites ont été entièrement payées en numéraire. La société dispose donc désormais de la somme de trente-et-un mille euros (31 000 EUR), ainsi qu'il a été déclaré au notaire apposant sa signature sur le présent acte.

Attestation

Le notaire exécutant le présent acte déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, dans sa version ultérieurement modifiée, ont été remplies, et atteste par les présentes de cette conformité.

Frais

Le montant des frais de constitution à la charge de la Société s'élève à environ EUR 1.300.

Assemblée générale extraordinaire

La partie désignée en tête des présentes, agissant es qualité, représentant la totalité du capital souscrit, adopte les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3).

Les personnes désignées ci-après sont élues administrateurs. Leur mandat expirera au cours de l'assemblée générale de 2018 qui sera convoquée pour délibérer sur les comptes clos au 31 décembre 2017:

Monsieur Martin RUTLEDGE, expert-comptable, né le 29 juin 1950 à Antrim (Grande-Bretagne), demeurant professionnellement à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

Madame Audrey PETRINI, employée privée, née à Thionville le 22 juin 1986, avec adresse professionnelle au 26, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Monsieur Antonio QUARATINO, employé privé, né à Caserta (Italie) le 17 février 1982, demeurant professionnellement au 26 boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Est nommé au poste de Président du conseil d'administration Monsieur Martin RUTLEDGE, précité.

Deuxième résolution

Le nombre de commissaires aux comptes est fixé à un (1). La personne désignée ci-après est élue commissaire aux comptes de la Société. Son mandat expirera au cours de l'assemblée générale de 2018 qui sera convoquée pour délibérer sur les comptes clos au 31 décembre 2017:

International Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l., avec siège social au 50, route d'Esch L - 1470 Luxembourg, RCS Luxembourg B numéro 107.903.

Troisième résolution

Le siège social de la société est situé au 50 route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais et le parle, déclare en vertu des présentes qu'à la demande de la personne désignée en tête des présentes, le présent acte est rédigé en anglais et traduit en français. A la demande de ladite personne, en cas de divergence entre l'anglais et le français, la version anglaise prévaudra.

En foi de quoi, le présent acte notarié est dressé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Après lecture du document au comparant, dont le prénom, le nom, l'état civil et l'adresse sont connus du notaire, ladite personne et le notaire ont signé le présent acte original.

Signé: Sophie Mathot, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 3 février 2015. 1LAC / 2015 / 3325. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 février 2015.

Référence de publication: 2015027079/463.

(150029798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Toles et Profils, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 281, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 194.526.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the sixth day of February,

Before the undersigned Maître Jean Seckler, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg;

There appeared:

- Mr Vincent LYONNET, director, born on May 5th, 1979, in Remiremont, France, and residing professionally at 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg; and

- Mr Dominique LYONNET, director of company, born on March 28th, 1974, in Epinal, France, and residing professionally at 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg,

both here represented by Mrs Christina SCHMIT, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a power of attorney.

The said powers of attorney, initialed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such parties, appearing in the capacity in which they act, have requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a société à responsabilité limitée (private limited liability company) which is hereby incorporated:

Title I - Form - Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Form. There is hereby formed a société à responsabilité limitée (private limited liability company) governed by Luxembourg law as well as by the present Articles (the "Company").

Art. 2. Name. The Company's name is TOLES ET PROFILS.

Art. 3. Purpose. The Company's purpose is the production, the forming, the folding, the assembly, the importation, the exportation and the marketing of any rolled steel products, as well as any operation which is, directly or indirectly and wholly or partly, related to its purpose or which is of a nature to facilitate its accomplishment or development, including all commercial, financial or civil transactions, and all transactions involving movable or real property.

The Company may also perform any operation related directly or indirectly to the acquisition of interests, in any form whatsoever, in any undertakings, as well as the administration, management control and development of these undertakings.

The Company may use its funds to: create, manage, enhance and liquidate a portfolio composed of any titles, trademarks and patents of any origin; participate in the establishment, development and control of any undertaking; acquire by means of participation, contribution, subscription, underwriting or option or by any other means, any title, trademarks and patents, to dispose of the same by means of a sale, assignment, exchange or any other means; have its business and trademarks developed; grant to entities the Company is interested in any assistance, loan, advance or guarantee.

The Company will take any appropriate measures to safeguard its rights and will perform any operation related to its purpose or which would promote it.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the city of Strassen by means of a resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers in accordance with these Articles or to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The Company may have branches and offices, both in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.

Title II - Capital - Shares

Art. 6. Capital. The Company's share capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) divided into 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, fully paid-up.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

Art. 7. Voting Rights. Each share is entitled to an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to such shareholder's ownership of shares.

Art. 8. Indivisibility of shares. Towards the Company, the shares are indivisible and the Company will recognize only one owner per share.

Art. 9. Transfer of shares. The shares are freely transferable among shareholders of the Company or where the Company has a sole shareholder.

Transfers of shares to non-shareholders are subject to the prior approval of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital of the Company given in a general meeting.

Shares shall be transferred by instrument in writing in accordance with the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the “Law”).

Art. 10. Redemption of shares. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a decrease of the Company’s share capital.

Title III - Management

Art. 11. Appointment of the managers. The Company may be managed by one manager or several managers. Where more than one manager is appointed, the Company shall be managed by a board of managers.

No manager needs be a shareholder of the Company. The manager(s) shall be appointed by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be. The remuneration, if any, of the manager(s) shall be determined in the same manner.

A manager may be removed, with or without cause at any time and replaced by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be.

Art. 12. Powers of the managers. All powers not expressly reserved by the Law or by these Articles to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the sole manager or the board of managers, as the case may be.

The Company shall be bound by the signature of its sole manager, or in case of plurality of managers, by the sole signature of any of its managers.

The sole manager or the board of managers, as the case may be, may delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The sole manager or the board of managers will determine the powers and remuneration (if any) of the agent, and the duration of its representation as well as any other relevant condition.

Art. 13. Board of managers. Where the Company is managed by a board of managers, the board may choose among its members a chairman. It may also choose a secretary who need not be a manager or shareholder of the Company and who shall be responsible for keeping the minutes of the board meetings.

The board of managers shall meet when convened by any one manager. Notice stating the business to be discussed, the time and the place, shall be given to all managers at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except when waived by the consent of each manager, or where all the managers are present or represented.

Meetings of the board of managers shall be held within the Grand-Duchy of Luxembourg.

Any manager may act at any meeting by appointing in writing or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate to a meeting by conference call, videoconference, or any suitable telecommunication means, initiated from the Grand-Duchy of Luxembourg and allowing all managers participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation is deemed equivalent to a participation in person.

A meeting of managers is duly constituted for all purposes if at the commencement of the meeting there are present in person or by a proxyholder not less than one-half of the total number of managers, unless there are less than three managers in which case the quorum shall be all of the managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by a resolution approved at a duly constituted meeting of managers of the Company by the affirmative vote of the majority of the managers present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board. Such resolutions may be signed in counterparts, each of which shall be an original and all of which, taken together, shall constitute the same instrument.

Deliberations of the board of managers shall be recorded in minutes signed by the chairman or two managers. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Art. 14. Liability of the managers. No manager assumes any personal liability in relation with any commitment validly made by him in the name of the Company in accordance with these Articles, by reason of his function as a manager of the Company.

Title IV - Shareholder meetings

Art. 15. Sole shareholder. A sole shareholder assumes all powers devolved to the general meeting of shareholders in accordance with the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded on minutes or drawn-up in writing.

Art. 16. General meetings. General meetings of shareholders may be convened by the sole manager or the board of managers, as the case may be, failing which by the statutory auditor or the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be sent to each shareholder at least 24 hours before the meeting, specifying the time and place of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meetings, and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meetings may be held without prior notice.

Any shareholder may be represented and act at any general meeting by appointing in writing another person to act as such shareholder's proxy, which person needs not be shareholder of the Company.

Resolutions of the general meetings of shareholders are validly taken when adopted by the affirmative vote of shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company. If the quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting.

Resolutions will be validly taken at this second meeting by a majority of votes cast, regardless of the portion of share capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be adopted by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The holding of shareholders meetings is not compulsory as long as the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In the absence of meetings, shareholders resolutions are validly taken in writing, at the same majority vote cast as the ones provided for general meetings, provided that each shareholder receives prior to its written vote and in writing by any suitable communication means, the whole text of each resolution to be approved.

When the holding of shareholders meetings is compulsory, a general meeting shall be held annually within the Grand-Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company or at any other place as indicated in the convening notice, on the third Tuesday of June or on the following business day if such day is a public holiday.

Title V - Financial year - Balance sheet - Profits - Audit

Art. 17. Financial year. The financial year of the Company starts on January 1st and ends on December 31st.

Art. 18. Annual accounts. Each year, as at the end of the financial year, the board of managers or the sole manager, as the case may be, shall draw up a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the Law, to which an inventory will be annexed, constituting altogether the annual accounts that will then be submitted to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general shareholders meeting.

Art. 19. Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, such as approved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the share capital, but must be resumed at any time when it has been broken into.

The remaining profit shall be allocated by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, resolving to distribute it proportionally to the shares they hold, to carry it forward, or to transfer it to a distributable reserve.

Art. 20. Interim dividends. Notwithstanding the above provision, the sole manager or the board of managers as the case may be, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager, as the case may be, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Law or the Articles.

Art. 21. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to a statutory auditor (commissaire) or, as the case may be, to a supervisory board constituted by several statutory auditors.

No statutory auditor needs be a shareholder of the Company.

Statutory auditor(s) shall be appointed by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company and will serve for a term ending on the date of the annual general meeting of

shareholders following his/their appointment. However his/their appointment can be renewed by the general meeting of shareholders.

Where the conditions of article 35 of the law of December 19, 2002 concerning the Trade and Companies Register as well as the accounting and the annual accounts of the undertakings are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may however appoint a qualified auditor at any time.

Title VI - Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution. The dissolution of the Company shall be resolved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital. The Company shall not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any shareholder.

Art. 23. Liquidation. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution of the shareholders taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital, which shall determine his/their powers and remuneration. At the time of closing of the liquidation, the assets of the Company will be allocated to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Temporary provision

Notwithstanding the provisions of article 17, the first financial year of the Company starts today and will end on December 31, 2015.

Subscription - Payment

Mr. Vincent LYONNET, named above, declares to have subscribed to 6,250 (six thousand two hundred and fifty) shares representing 50% (fifty percent) of the share capital of the Company, and to have fully paid them up in cash for an amount of EUR 6,250 (six thousand two hundred and fifty Euro).

Mr. Dominique LYONNET, named above, declares to have subscribed to 6,250 (six thousand two hundred and fifty) Shares representing 50% (fifty percent) of the share capital of the Company, and to have fully paid them up in cash for an amount of EUR 6,250 (six thousand two hundred and fifty Euro).

Therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred Euros) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary by producing a blocked funds certificate.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about [one thousand and two hundred eighty Euro (1.280,-EUR)].

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, Mr. Vincent LYONNET and Mr. Dominique LYONNET acting in their capacity as shareholders representing the entirety of the subscribed share capital passed the following resolutions:

1) - Mr. Vincent LYONNET, director, born on May 5th, 1979, in Remiremont, France, and residing professionally at 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Dominique LYONNET, director of company, born on March 28th, 1974, in Epinal, France, and residing professionally at 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg;

are each appointed as manager of the Company for an undetermined duration;

2) The registered office of the Company shall be established at 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, in faith of which we, the undersigned Notary, have set hand and seal in the city of Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the holder of the power of attorney, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le sixième jour de février,

Par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg;

Ont comparu:

- Monsieur Vincent LYONNET, né à Remiremont, le 5 mai 1979, demeurant professionnellement à 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Monsieur Dominique LYONNET, né à Epinal, le 28 mars 1974, demeurant professionnellement à 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg;

tous deux ici représentés par Madame Christina SCHMIT, employée, résidant professionnellement à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations paraphées ne varietur par la partie comparante et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Lesdites parties comparantes, agissant ès qualités, ont requis le notaire instrumentant de dresser les statuts suivants (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée.

Titre I^{er} - Forme - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois ainsi que par les présents Statuts (la «Société»).

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est TOLES ET PROFILS.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la production, le profilage, le pliage, l'assemblage, l'importation, l'exportation et la commercialisation de tous produits sidérurgiques profilés, ainsi que toutes les opérations généralement quelconques qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet ou qui sont de nature à en faciliter la réalisation ou l'extension, en ce inclus toutes opérations commerciales, financières ou civiles, mobilières ou immobilières.

La société peut encore mener toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, marques et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Siège. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Strassen, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune de Strassen par une résolution du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par une résolution du conseil de gérance conformément aux Statuts ou en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant plus de soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II - Capital - Parts sociales

Art. 6. Capital. Le capital social est fixé à 12.500,- EUR (douze mille cinq cents Euro), divisé en 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1,- EUR (un Euro) chacune et sont chacune entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 7. Droits de vote. Chaque part confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales qu'il détient.

Art. 8. Indivisibilité des parts. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

Art. 9. Transfert des parts. Les parts sont librement cessibles entre associés ou lorsque la Société a un associé unique.

Les cessions de parts sociales aux tiers sont soumises à l'agrément préalable des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, donné en assemblée générale.

Les cessions de parts sociales sont constatées par acte écrit conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 10. Rachat des parts. La Société peut racheter ses propres parts sociales pour autant que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction de son capital social.

Titre III - Gérance

Art. 11. Nomination des gérants. La Société peut être gérée par un gérant unique ou plusieurs gérants. Dans le cas où plus d'un gérant est nommé, la Société est gérée par un conseil de gérance.

Aucun gérant n'a à être associé de la Société. Le(s) gérant(s) sont nommés par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. La rémunération, le cas échéant, du ou des gérant(s) est déterminée de la même manière.

Un gérant peut être révoqué, pour ou sans justes motifs, à tout moment, et être remplacé par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Art. 12. Pouvoirs des gérants. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, à l'assemblée générale des associés, sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance, le cas échéant.

La Société est liée par la signature de son gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de l'un quelconque de ses gérants.

Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut déléguer son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermine les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

Art. 13. Conseil de gérance. Lorsque la Société est gérée par un conseil de gérance, celui-ci peut choisir parmi ses membres un président. Le conseil de gérance peut également choisir un secrétaire qui n'a pas à être un gérant ou associé de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation d'un gérant. La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, doit être donnée à l'ensemble des gérants au moins 24 heures à l'avance, sauf lorsqu'il y est renoncé, par chacun des gérants, ou lorsque tous les gérants sont présents ou représentés.

Les réunions du conseil de gérance doivent se tenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié, initié depuis le Grand-Duché de Luxembourg et permettant à l'ensemble des gérants participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil de gérance est dûment tenue, si au commencement de celle-ci, la moitié du nombre total de gérants de la Société est présente en personne ou représentée par un mandataire, sauf lorsque le conseil de gérance est composé de moins de 3 auquel cas, le quorum sera de tous les gérants

Lors d'une réunion du conseil de gérance de la Société valablement tenue, les résolutions dudit conseil sont prises par un vote favorable de la majorité des gérants de la Société présents ou représentés.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion du conseil de gérance. Les résolutions peuvent être signées sur des exemplaires séparés, chacun d'eux constituant un original et tous ensemble constituant un seul et même acte.

Les délibérations du conseil de gérance sont consignées dans des minutes signées par le président ou par deux gérants. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Responsabilité des gérants. Aucun gérant n'engage sa responsabilité personnelle pour des engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société dans le cadre de ses fonctions de gérant de la Société et conformément aux Statuts.

Titre IV - Assemblée générale des associés

Art. 15. Associé unique. Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés conformément à la Loi.

Hormis les opérations courantes conclues à des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent faire l'objet de procès-verbaux ou être établis par écrit.

Art. 16. Assemblées générales. Les assemblées générales d'associés peuvent être convoquées par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance, à défaut par le commissaire ou le conseil de surveillance s'il existe. A défaut, elles sont convoquées par les associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour sont envoyées à chaque associé au moins 24 heures avant l'assemblée en indiquant l'heure et le lieu de la réunion.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter et agir à toute assemblée générale en nommant comme mandataire et par écrit une personne qui n'a pas à être associé de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale des associés sont valablement adoptées par vote des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les associés seront convoqués par lettre recommandée à une deuxième assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions sont valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

Toutefois, les résolutions décidant de modifier les Statuts sont prises seulement par une résolution de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La tenue d'assemblées générales d'associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés ne dépasse pas vingt-cinq (25). En l'absence d'assemblée, les résolutions des associés sont valablement prises par écrit à la même majorité des votes exprimés que celle prévue pour les assemblées générales, et pour autant que chaque associé ait reçu par écrit, par tout moyen de communication approprié, l'intégralité du texte de chaque résolution soumise à approbation, préalablement à son vote écrit.

Lorsque la tenue d'une assemblée générale est obligatoire, une assemblée générale devra être tenue annuellement au Grand-Duché de Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre lieu indiqué dans la convocation le troisième mardi du mois de juin ou le jour ouvrable suivant si ce jour est férié.

Titre V - Exercice social - Comptes sociaux - Profits - Audit

Art. 17. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 18. Comptes annuels. Tous les ans, à la fin de l'exercice social, le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, dresse un bilan et un compte de pertes et profits conformément à la Loi, auxquels un inventaire est annexé, l'ensemble de ces documents constituant les comptes annuels sera soumis à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés à l'assemblée générale des associés.

Art. 19. Bénéfice. Le solde du compte de pertes et profits, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint un dixième du capital social, mais devra être repris à tout moment jusqu'à entière restitution de la réserve légale.

Le bénéfice restant est affecté par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, décidant de sa distribution aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent, de son report à nouveau, ou de son allocation à une réserve distribuable.

Art. 20. Dividendes intérimaires. Nonobstant ce qui précède, le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut décider de verser des dividendes intérimaires avant la clôture de l'exercice social sur base d'un état comptable établi par le conseil de gérance, ou le gérant unique, le cas échéant, duquel doit ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts.

Art. 21. Audit. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), la surveillance de la Société est confiée à un commissaire ou, le cas échéant, à un conseil de surveillance composé de plusieurs commissaires.

Aucun commissaire n'a à être associé de la Société.

Le(s) commissaire(s) sont nommé(s) par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des associés qui suit leur nomination. Cependant leur mandat peut être renouvelé par l'assemblée générale des associés.

Lorsque les conditions de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont atteints, la Société confie le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut cependant nommer un réviseur d'entreprise à tout moment.

Titre VI - Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution. La dissolution de la Société est décidée par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par un vote positif de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société. La Société n'est pas dissoute par la mort, la suspension des droits civils, la déconfiture ou la faillite d'un associé.

Art. 23. Liquidation. La liquidation de la Société est menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, résolution qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations. Au moment de la clôture de liquidation, les avoirs de la Société sont attribués à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent.

Disposition temporaire

Nonobstant les dispositions de l'article 17, le premier exercice de la société débute ce jour et s'achèvera le 31 décembre 2015.

Souscription - Paiement

M Vincent LYONNET, prénommé, déclare avoir souscrit à 6.250 (six mille deux cent cinquante) parts sociales représentant 50% (cinquante pourcents) du capital social de la Société, et avoir libéré la totalité desdites parts sociales au moyen d'un apport en numéraire d'un montant de 6.250 EUR (six mille deux cent cinquante Euro).

M Dominique LYONNET, prénommé, déclare avoir souscrit à 6.250 (six mille deux cent cinquante) parts sociales représentant 50% (cinquante pourcents) du capital social de la Société, et avoir libéré la totalité desdites parts sociales au moyen d'un apport en numéraire d'un montant de 6.250 EUR (six mille deux cent cinquante Euro).

Le montant de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euro) est donc à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage de fonds.

Frais

Le montant des frais, dépenses, coûts ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement évalués à mille deux cents quatre-vingt euros (1.280,-EUR).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, M Vincent LYONNET et M Dominique LYONNET, agissant en leur qualité d'associés représentant la totalité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1) - Monsieur Vincent LYONNET, directeur, né à Remiremont, le 5 mai 1979, demeurant professionnellement à 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Monsieur Dominique LYONNET, administrateur de sociétés, né à Epinal, le 28 mars 1974, demeurant professionnellement à 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg;

sont tous deux nommés gérants de la Société, pour une durée indéterminée;

2) Le siège social de la Société est établi au 281, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate par la présente qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès-qualifiés, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Christina SCHMIT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 11 février 2015. Relation GAC/2015/1162. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015027039/423.

(150030161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.